

AFRIMAG

Directeur de publication : Anthioumane D. Tandia

INVITE DU MOIS

«Nous avons désormais grâce à Clasquin, une offre maritime et aérienne encore plus complète»

Olivier Puech, PDG DU Groupe TIMAR



PRÉSIDENTIELLE RDC

La route balisée pour Tshisekedi

Félix Tshisekedi, Président de la République démocratique du Congo



AÉRIEN

Les attentes contradictoires des populations

Jean-Louis Baroux, Président du World Connect by APG



PRODUCTIVITÉ AGRICOLE

EN FINIR AVEC LE PARADOXE DU CONTINENT



Recherche agronomique : La co-construction des solutions est la clé du succès

PR. BRUNO GÉRARD, DOYEN - COLLÈGE D'AGRICULTURE ET DES SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT UNIVERSITÉ MOHAMMED VI POLYTECHNIQUE - UM6P

GRAND ENTRETIEN

«DÉVELOPPER UNE GOUVERNANCE POUR LA PAIX SUR LE CONTINENT AFRICAIN»

Sundeep Waslekar, président du Strategic Foresight Group et membre du conseil consultatif de la Fondation Brazzaville



2023 • 14th edition

World Connect

Annual Airline Conference

by **APG**

14th EDITION • Fairmont Monaco • 1 - 3 November 2023

“More than ever, air transport
is still fundamental”

Pour toute inscription :
www.worldconnect.apg-ga.com

Fin du mois ou fin du monde ?

Encore plus que leurs homologues dans les grandes nations agricoles, le dérèglement climatique place les agriculteurs africains devant un choix cornélien : faut-il privilégier la fin du mois, c'est-à-dire nourrir la famille, ou préparer le long terme en intégrant sans tarder, les contraintes liées au changement climatique ?

En réalité, personne n'a le choix. Préparer la «fin du monde», s'impose aujourd'hui à toute la chaîne de valeur, quel que soit le secteur économique. L'agriculture africaine encore plus, du fait de ses fragilités structurelles et des récurrences des sécheresses et de la variabilité exacerbée des précipitations, y compris au cours de la même saison. Par ailleurs, l'augmentation des températures extrêmes impacte négativement le rendement des cultures dans une région où la météo et donc la pluie, est la variable déterminante de récoltes. Comme partout dans le monde, les agriculteurs africains gèrent l'incertain quand il s'agit de la météo. Mais ils n'ont pas les mêmes outils que leurs homologues pour y faire face.

Plus au Nord du continent, les pays du Maghreb sont tout simplement en état d'urgence climatique. Tous sont désormais en stress hydrique avancé avec ce que cela suppose en arbitrage sur l'affectation des

ressources hydriques entre la consommation des ménages et le secteur agricole irrigué. Ce contexte exige de l'anticipation, car gouverner c'est surtout prévoir. Il n'y a pas de fatalité. L'Ethiopie qui, il y a trente ans renvoyait aux images de famine, a complètement renversé la donne en investissant massivement dans l'agriculture. Le voisin kényan est également cité en exemple par les organisations internationales.

En amont, la recherche agronomique s'est adaptée ainsi que la formation des futurs ingénieurs agronomes. Dans l'interview que nous publions dans notre dossier, le Pr. Bruno Gérard, doyen du Collège de l'Agriculture et des Sciences Environnementales de l'Université Mohammed VI Polytechnique de Benguerir au Maroc, le confirme : le changement climatique est devenu le fil conducteur de la recherche en matière agricole. Les recherches privilégient des variétés de cultures plus résistantes à la sécheresse ou aux canicules. Mais ce chercheur met en garde contre une approche technocratique. Dans ce processus, c'est l'agriculteur qui doit être au centre. Il y a d'un côté, l'aspect production mais il ne faut jamais perdre de vue les problématiques de l'accès au marché, de la gestion des risques qui permettent aux exploitants de minimiser les risques lorsqu'ils investissent. La question n'est pas seulement technique, mais aussi socio-culturelle. ▶

DIRECTEUR DE PUBLICATION

ANTHOUMANE D.TANDIA
a.tandia@afrimag.net
anthiou2@gmail.com
GSM : + 212 660 24 19 13

RÉDACTEUR EN CHEF

Mar Bassine Ndiaye
m.bassinendiyaye@afrimag.net

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Mouhammadou Diop
m.diop@afrimag.net

COMITÉ DE RÉDACTION

Mar Bassine Ndiaye
m.bassinendiyaye@afrimag.net
Mouhammadou Diop
m.diop@afrimag.net
Mohamed Zakaria
m.zakaria@afrimag.net
Mohamed Ould Salem
m.ouldsalem@afrimag.net
Osman Ibrahim
o.ibrahim@afrimag.net
Sneiba Mohamed
m.sneiba@afrimag.net
Adil Hmaity
adil.hmaity@gmail.com
François Dry
f.dry@afrimag.net
GSM : + 212 6 60 40 48 88

CORRESPONDANTS

Mohamed Sneiba (Nouakchott)
m.sneiba@afrimag.net
GSM : +222614162
Amira Oueslati (Tunis)
a.jenzni@afrimag.net
GSM : +21625371442
Drissa Traoré (Ouagadougou)
GSM : +22670326583
klokoou@yahoo.fr
Miché Dars (Abidjan)
Tél. : 00 225 79 68 67 66
Aloys Onana (Douala)
Tél. : +237679615552
alloys_onana@yahoo.fr
Mamadou Alou Diallo (Conakry)
Tél. : +224 62 30 85 81
dialloalou351@gmail.com
Benjamin Berahino, Afrique de l'Est - Bujumbura /Burundi
GSM : 00 257 79 80 01 01
James Ramarosaona
Correspondant à Madagascar, Maurice et Seychelles
GSM : +261 32 45 810 64
E-Mail : ramarosaona@gmail.com

RÉVISION

Oumar Kane

SERVICE ABONNEMENTS ET PUBLICITÉ

abonnement@afrimag.net

RESPONSABLE COMMERCIAL

Mali
Boubacar Diadié SANGHO
Responsable commercial
Bamako - République du Mali
Tél. : +223 66 59 03 92
+223 76 23 36 06
Email : diadie.sangho@gmail.com

MAURITANIE

Abdellah Ould Bilal
Abdellahi Ould Ethmane
Tél. : + 222 677 83 85
+ 222 0617 43 18

SÉNÉGAL

Aissatou Camara
Mobile : 00221778515302
Email : c.aissatou@afrimag.net

CÔTE D'IVOIRE

ALLIANCE MEDIA
Immeuble Atta, 3^{ème} étage
(PLATEAU)
Tél. : + 22507501919
+ 22508765676

CAMEROUN

Malick Diagne
Tél. : 00 237 677 497 494
Guinée

Houray Bah (Conakry)
Tél. : +224 664 80 80 80
E-mail : bahouray@yahoo.fr

Guinée

Thierno Amadou Diallo
Responsable Commercial
Tél. : (+224) 620 622 981
E-mail : tadioallo@afrimag.net

SERVICE COMPTABILITÉ

ET FINANCES

Moustar Ndiaye
Tél. : 0222 647 70 58

CONCEPTION ET MAQUETTE

Tandia Editions
Tél. : 05 22 36 75 53
Fax : 05 22 36 75 41

DIRECTEUR TECHNIQUE

Mohammed Ali

REPRÉSENTATION EN MAURITANIE

Avenue Kennedy - Immeuble Najjah N° A06
Nouakchott
contact@afrimag.net
Tél. : (+222) 5244996
Fax : (+222) 5290143

Ce numéro est tiré à 4 000 exemplaires

Site web : <http://afrimag.net>



16-31 DOSSIER

Productivité agricole : En finir avec le paradoxe du continent



34-39 GRAND ENTRETIEN

Sundeep Wasekar et la Fondation Brazzaville : «Développer une gouvernance pour la paix sur le continent africain»

6-11 CONFIDENTIEL & DÉCRYPTAGE

- Afrique subsaharienne : le FMI alerte sur "l'imminence" d'une crise de la dette
- Maroc : Bientôt une École Africaine pour les Régulateurs de la Santé Radiologique
- Trafic de voitures vers l'Afrique : sept mises en examen à Paris, des conteneurs interceptés
- Le Burkina suspend la diffusion de Jeune Afrique
- Niger : Pour l'ex-Président Issoufou, une intervention militaire serait une "faute"
- Cybercriminalité : 40 % des internautes africains victimes d'escroqueries en ligne
- Amadou Coulibaly : « L'option d'une intervention militaire de la Cédéao au Niger reste possible »
- La RD Congo va déplacer son ambassade à Jérusalem
- Gabon : L'ex-Première dame, Sylvia Bongo, inculpée de «blanchiment de capitaux»
- Côte d'Ivoire : vers l'instauration d'un visa pour entrer en Tunisie
- Maroc : Réunion du premier marché des fabricants africains de vaccins
- Afrique du Sud : Plus de 5 millions de poules abattues à cause de la grippe aviaire



40-41 ANALYSE

■ **Mauritanie : Le Pacte de la discorde**



14-15 INVITE DU MOIS

■ **Olivier Puech, P-DG du Groupe TIMAR : «Nous avons désormais grâce à Clasquin, une offre maritime et aérienne encore plus complète»**

32-33 ECONOMIE & ENTREPRISES

- **Présidentielle RDC : La route balisée pour Tshisekedi**
- **Maroc : "The Voice of Africa", du 10 au 14 octobre à l'UM6P**

12-13 ECHOS ECO

- **Air Sénégal et la Royal Air Maroc concluent un "partenariat stratégique"**
- **RDC: Lancement à Kinshasa d'une étude sur la migration climatique en Afrique**
- **Sénégal : La 70e conférence régionale de l'ACI Afrique du 14 au 20 octobre**
- **Ghana : Accra, hôte de la 5ème Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix, en décembre**
- **L'enseigne Mango étend ses ventes en ligne à 17 pays africains**
- **Le 20e Forum AGOA, du 2 au 4 novembre à Johannesburg**
- **Kenya : Opération séduction à la Silicon Valley pour William Ruto**
- **Kenya : les prix du carburant atteignent un niveau record**



SIE TRAVAUX
TRAVAUX PUBLICS - HYDRAULIQUE



PRIX D'EXCELLENCE DE LA MEILLEURE
ENTREPRISE DU SECTEUR DE L'EAU 2015



ROUTE, TERRASSEMENT, VRD



**ADDUCTION EN EAU POTABLE
ET ASSAINISSEMENT**



01 BP 11927 ABIDJAN 01 COCODY ABATTA
TEL. : (+225) 27 22 40 83 73 / 07 67 99 34 64 / 07 88 19 18 49
Email : infos@sie-travaux.ci



Afrique subsaharienne Le FMI alerte sur "l'imminence" d'une crise de la dette

La dette publique en Afrique subsaharienne a atteint des niveaux jamais observés depuis des décennies, une tendance qui "laisse craindre l'imminence d'une crise de la dette dans la région", alerte le Fonds monétaire international (FMI). "Le ratio d'endettement moyen en Afrique subsaharienne a presque doublé en seulement dix ans, passant de 30 % du PIB à la fin de 2013 à un peu moins de 60 % du PIB à la fin de 2022. Le coût du remboursement de cette dette a lui aussi augmenté", soulignent des économistes de l'institution financière internationale dans une nouvelle analyse.

Ils relèvent que le ratio paiement d'intérêts/recettes, un paramètre essentiel pour évaluer la capacité d'un pays à assurer le service de sa dette et pour prédire le risque de crise budgétaire, a été multiplié par plus de deux depuis le début des années 2010 et représente désormais près de quatre fois celui enregistré dans les pays avancés. En 2022, plus de la moitié des pays à faible revenu en Afrique subsaharienne présentaient un risque de surendettement élevé ou étaient en situation de surendettement d'après les évaluations du FMI. Pour éviter un tel scénario, une récente étude du FMI expose plusieurs "solutions possibles", citant cinq mesures que les gouvernements des pays de la région peuvent prendre pour "préservier la viabilité des finances publiques tout en réalisant les objectifs de développement". Il s'agit, selon les auteurs de cette étude, en premier de "redonner un ancrage à la politique budgétaire en élaborant une stratégie à moyen terme réaliste", réaliser un "rééquilibrage budgétaire" pour ramener la dette à un niveau plus prudent, et solliciter les contribuables pour accroître la mobilisation des recettes intérieures. Les deux autres mesures prônées visent, indique-t-on, à renforcer les institutions budgétaires afin d'améliorer l'exécution des plans et anticiper les résistances du grand public face aux réformes.

Le chiffre

1,3 milliard de dollars. Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé jeudi 28 septembre le prêt de 1,3 milliard de dollars au Maroc afin de permettre au royaume chérifien de financer sa transition écologique ainsi que de renforcer ses capacités à faire face aux catastrophes naturelles et climatiques. Le prêt de 18 mois arrive un mois après un tremblement de terre meurtrier mais n'y est pas lié directement.



EN HAUSSE

ZACCH ADEDEJI

Sa nomination en tant que nouveau Président exécutif par intérim du Federal Inland Revenue Service (FIRS, le Service fédéral des impôts), a été approuvée par le Président Bola Tinubu, selon une note officielle en date du 14 septembre 2023. Zacch Adejebi remplace ainsi Muhammad Nami qui partira retraite le 8 décembre prochain. Jusque-là, conseiller spécial du Président, Zach Adejebi est un comptable avisé et un expert en fiscalité.

Maroc Bientôt une École africaine pour les régulateurs de la sûreté radiologique

L'Agence marocaine de sûreté et de sécurité nucléaire et radiologique (AMSSNuR) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont signé, vendredi 29 septembre à Vienne, des arrangements pratiques pour renforcer la sûreté radiologique en Afrique, et ce en marge de la 67ème session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA. Signé par le directeur général d'AMSSNuR, Saïd Mouline, et la directrice générale adjointe chargée de la sûreté et de la sécurité nucléaires à l'AIEA, Lydie Evrard, l'accord de coopération pratique vise à promouvoir les compétences en sûreté radiologique sur le continent africain en dotant l'AMSSNuR d'une École africaine pour les régulateurs de la sûreté radiologique, en étroite collaboration avec l'AIEA. Cette école aura pour mission de renforcer l'infrastructure réglementaire existante en organisant au moins trois cours de formation chaque année, conçus avec l'AIEA, indiquant que ces formations couvrent des sujets tels que la rédaction de réglementations, l'autorisation et l'inspection des sources de rayonnements ionisants, ainsi que des cours de formation destinés aux responsables de la protection radiologique. Cette initiative vise à renforcer les compétences et les capacités des régulateurs de la sûreté radiologique en Afrique afin de garantir une utilisation sûre et sécurisée des sources de rayonnements ionisants dans la région, selon la même source. Ce partenariat stratégique, qui s'étendra sur une période de trois ans, avec l'appui de l'AIEA, assurera le renforcement, l'efficacité et la durabilité de l'infrastructure réglementaire de la sûreté radiologique en Afrique. Cette collaboration jouera un rôle déterminant dans le développement des compétences et des capacités des régulateurs de la sûreté radiologique en Afrique, lequel est essentiel pour un avenir plus sûr et plus durable pour tous.



Saïd Mouline, directeur général d'AMSSNuR et Lydie Evrard, directrice générale adjointe chargée de la sûreté et de la sécurité nucléaires à l'AIEA.

Trafic de voitures vers l'Afrique

Sept mises en examen à Paris, des conteneurs interceptés

Un conteneur transportant des voitures à destination de l'Afrique de l'Ouest a été intercepté mardi 26 septembre en Espagne, dans le cadre d'une enquête sur un réseau international ayant déjà débouché sur sept mises en examen en France, a indiqué une source policière. Cette nouvelle interception d'un conteneur, dans la ville portuaire d'Algésiras en Espagne, fait suite à deux saisies au Havre (Seine-Maritime) et une autre à Las Palmas (Espagne), a précisé cette source aux médias français, tandis que l'enquête se poursuit.

Le 12 septembre, de premières arrestations avaient visé "les noyaux durs" de ce réseau "particulièrement actif", a expliqué Guillaume Maniglier, adjoint au chef de l'Office central de lutte contre le crime organisé (OCLCO). Ces interpellations avaient abouti à la mise en examen le 15 septembre de sept hommes, dont trois ont été placés en détention provisoire, pour vols en bande organisée et recel en bande organisée, selon une source judiciaire. "180 voitures sont passées entre les mains de cette équipe à tiroirs" et "plusieurs conteneurs étaient envoyés par semaine", a précisé Maniglier. Quatre-vingts enquêteurs de l'OCLCO, de la police judiciaire, appuyés des équipes de terrain (BRI, brigades cynophiles...) et des analystes d'Europol et d'Interpol ont notamment pu intercepter "plusieurs dizaines" de véhicules en partance, mais "d'autres se trouvaient déjà en Afrique de l'Ouest".

D'après Maniglier, la France est "l'un des pays en Europe avec le plus de vols de véhicules": "en 2021, il y avait 121.000 véhicules volés, et en 2022, 135.000." Ces investigations, lancées à l'été 2021 sous l'égide du parquet de Paris, ont rapidement révélé des liens "avec la Suisse, l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique, où les voitures étaient envoyées pour être stockées". Le tout formait une "nébuleuse criminelle", avec des "têtes de réseaux basées en France, qui étaient en lien avec d'autres coordinateurs à l'étranger" et dirigeaient "des équipes interchangeables".

"Des convoyeurs souvent très jeunes" étaient "chargés de mettre les voitures dans des conteneurs puis sur des bateaux" depuis le Havre, mais aussi dans des ports allemands ou belges, à destination de l'Afrique.

Le chiffre

81 millions d'euros.

L'Allemagne accordera un financement de 81 millions d'euros à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour la consolidation de la paix et le développement économique, a annoncé la ministre allemande de la Coopération économique et du Développement, Svenja Schulze, le vendredi 29 septembre.

Le Burkina suspend la diffusion de Jeune Afrique

Le Burkina Faso a annoncé lundi 25 septembre la suspension sur son territoire de "tous les supports de diffusion" du média français Jeune Afrique (journal papier, site internet) après la parution d'articles évoquant des tensions au sein de l'armée burkinabè.

Le "gouvernement de transition" a "décidé en toute responsabilité de la suspension jusqu'à nouvel ordre de tous les supports de diffusion de Jeune Afrique au Burkina Faso à compter de ce lundi 25 septembre", a écrit le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication, Rimalba Jean Emmanuel Ouédraogo. Le gouvernement justifie sa décision par la diffusion d'"un nouvel article mensonger sur le site du journal Jeune Afrique, intitulé : «Au Burkina Faso, toujours des tensions au sein de l'armée». "Cette publication fait suite à un article précédent dudit journal sur le même site", publié jeudi 21 septembre, "dans lequel Jeune Afrique alléguait «qu'au Burkina Faso, la grogne monte dans les casernes", ajoute le ministre. Selon le gouvernement, "ces affirmations faites à dessein sans l'ombre d'un début de preuve n'ont pour seul but que de jeter un discrédit inacceptable sur les Forces armées nationales et par-delà l'ensemble des forces combattantes". Fondé en 1960, Jeune Afrique est un média panafricain francophone basé en France, et qui compte plusieurs correspondants et collaborateurs en Afrique et ailleurs. Il est composé d'un site internet d'informations et d'une version papier publiée mensuellement. La décision des autorités burkinabè intervient près d'un an après l'arrivée au pouvoir du capitaine Ibrahim Traoré par un coup d'Etat, le deuxième en huit mois. Le Burkina Faso partage plusieurs de ses frontières avec deux pays également dirigés par des militaires, arrivés au pouvoir par des coups de force: le Mali depuis 2020 et le Niger depuis fin juillet. Le média français Jeune Afrique a "protesté" contre cette suspension. Cette suspension "est une atteinte de plus à la liberté d'information dans un pays, celui de Norbert Zongo", a écrit Jeune Afrique dans un communiqué, en référence au journaliste burkinabè assassiné en 1998. Le média dénonce également "une censure d'un autre âge, tout en souhaitant que ses auteurs puissent la reconsidérer", affirmant qu'elle "contribue un peu plus à faire de la région et du Burkina Faso en particulier, une zone de non-information."



Svenja Schulze, ministre allemande de la Coopération économique et du Développement, à l'issue d'une rencontre avec une délégation de la CEDEAO à Berlin, vendredi 29 septembre.

«Les solutions aux crises en Afrique de l'Ouest doivent venir de la région. La CEDEAO est un acteur clé dans ce domaine, non seulement parce qu'elle joue un rôle actif de médiateur dans les crises, mais aussi parce qu'elle fait beaucoup pour la prévention de ces crises».





Mahamadou Issoufou, ancien Président du Niger.

Niger Pour l'ex-Président Issoufou, une intervention militaire serait une "faute"

L'ancien Président du Niger Mahamadou Issoufou (2011-2021), discret depuis le coup d'Etat du 26 juillet, a estimé samedi 23 septembre qu'une intervention militaire extérieure contre son pays pour rétablir l'ordre constitutionnel serait une "faute", appelant à une "solution négociée."

"Toujours préoccupé par la grave crise que connaît mon pays, le Niger, je réaffirme que seule une solution négociée ouvrira la voie au retour rapide à un ordre démocratique stable", a affirmé Issoufou dans une série de publications sur X (anciennement Twitter). "Une intervention militaire extérieure, dont les conséquences humaines et matérielles sont incalculables, y sera une source d'instabilité durable (...) Plus qu'une erreur, y recourir serait une faute. Je suis sûr que les chefs d'Etat de la Cedeao puiseront dans leur immense sagesse pour ne pas commettre une telle faute", a-t-il ajouté.

La communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (Cedeao) menace depuis plusieurs semaines les auteurs du putsch d'une intervention militaire pour rétablir le Président renversé, Mohamed Bazoum, qui avait succédé à Issoufou. Elle avait annoncé que le jour et les modalités de l'opération avaient été décidés, priorisant toutefois la voie diplomatique. Soutenue par plusieurs pays occidentaux, dont la France, l'organisation ouest-africaine reste désormais relativement silencieuse sur la question d'une éventuelle intervention. Depuis le coup d'Etat, plusieurs publications sur les réseaux sociaux ont évoqué le rôle supposé de Mahamadou Issoufou dans le coup d'Etat du 26 juillet. "Archi-faux", avait répondu Issoufou dans une interview à Jeune Afrique, le 17 août, appelant à la libération de Bazoum et sa "restauration dans ses fonctions."

Le chiffre

117,1 milliards de dollars. Les transactions en cryptomonnaies ont atteint 117,1 milliards de dollars en Afrique subsaharienne entre juillet 2022 et juin 2023, selon une étude publiée le 19 septembre par Chainalysis, une société spécialisée dans l'analyse de données relatives à la blockchain. Ce montant ne représente cependant que 2,3% des transactions en cryptomonnaies recensées à l'échelle mondiale.



EN HAUSSE

CHRIS GRIFFITH

Cet ancien PDG du sud-africain Gold Fields, l'un des dix premiers producteurs mondiaux d'or, vient de prendre la tête des opérations africaines de Vedanta. En effet, Vedanta Resources a annoncé le 14 septembre l'avoir nommé comme Directeur général de la division métaux de base, et Président de ses activités internationales. Sa nomination intervient alors que le groupe minier anglo-indien veut relancer son activité de cuivre sur le continent, après avoir récupéré ses mines en Zambie. L'ancien PDG de Gold Fields, prendra ses fonctions à partir du 2 octobre. Chris Griffith sera chargé des activités internationales de Vedanta sur le zinc en Afrique du Sud et en Namibie. Il s'occupera également du secteur du minerai de fer au Liberia et de l'ensemble du portefeuille de cuivre, notamment les actifs de Konkola Copper Mines récemment récupérés auprès du gouvernement en Zambie.

Cybercriminalité 40 % des internautes africains victimes d'escroqueries en ligne

Quarante pour cent des internautes africains ont été victimes d'escroqueries en ligne, perdant des milliers de dollars et compromettant leurs données personnelles, a révélé une enquête publiée vendredi 22 septembre par le cabinet de conseil en cybersécurité «KnowBe4 Africa». «Lors des arnaques en ligne, 43 % des victimes étaient distraites parce qu'elles effectuaient plusieurs tâches à la fois et n'y prêtaient pas attention», a souligné l'organisation qui a interrogé une population de 800 personnes originaires d'Afrique du Sud, du Kenya, du Ghana, du Nigeria, de l'Égypte, de Maurice et du Botswana. «Ces chiffres mettent en évidence l'évolution des escroqueries en ligne», a déclaré Anna Collard, Vice-présidente principale de la stratégie de contenu au sein de KnowBe4 Africa, notant que les arnaques financières ont touché près de 48 % des personnes interrogées. Signalant qu'il est facile d'être victime d'une escroquerie en ligne, elle a expliqué que l'état émotionnel d'une personne peut affecter son jugement, sa conscience et sa prise de décision, la rendant ainsi plus vulnérable aux arnaques. Par ailleurs, Anna Collard a fait savoir que les escrocs utilisent des techniques d'ingénierie sociale pour convaincre leurs victimes, notamment en créant un rapport de confiance à travers la redirection vers des sites Web légitimes, l'envoi de messages qui font appel aux émotions et l'utilisation de profils de réseaux sociaux qui semblent authentiques. «Les statistiques révèlent que les réseaux d'escrocs sont devenus plus sophistiqués en utilisant les technologies émergentes pour inciter les gens à commettre des erreurs coûteuses», a-t-elle mis en garde. Selon le rapport de KnowBe4 Africa, parmi les escroqueries répandues figurent les faux investissements (30%), l'utilisation des crypto-monnaies et des NFT (29%), l'usurpation d'identité des marques (28%), le vol d'informations (24%), les achats en ligne (21%) et les fausses offres d'emploi (21%). Les escroqueries moins fréquentes comprennent l'usurpation d'identité d'un membre de la famille ou un ami (18%), l'usurpation d'identité des autorités (7%), la fraude fiscale (6%), la fraude pendant les vacances (9%) et la fraude à la loterie (15%), précise-t-on. En outre, le rapport montre que tomber dans le piège d'une escroquerie a un impact psychologique important sur de nombreuses victimes, estimant que près de 50% des personnes interrogées ont ressenti un impact fort ou modéré.



Amadou Coulibaly, porte-parole du gouvernement ivoirien.

Amadou Coulibaly

«L'option d'une intervention militaire de la Cédéao au Niger reste possible»

L'option d'une intervention militaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) au Niger reste sur la table et la Côte d'Ivoire se conformera aux décisions prises collectivement par l'organe communautaire, «si la Cédéao confirme cette option», a indiqué jeudi 2 septembre le porte-parole du gouvernement ivoirien Amadou Coulibaly, à l'issue du conseil des ministres. «Ce que nous savons, c'est que la Cédéao a annoncé donc que l'option militaire n'était pas exclue. Elle n'est pas encore revenue sur cette position», a déclaré le ministre de la Communication et des médias, porte-parole du gouvernement Amadou Coulibaly.

Le porte-parole du gouvernement a affirmé que la Côte d'Ivoire est un membre respectueux de ses engagements au sein de la Cédéao, soulignant que si la Cédéao choisit une option particulière pour résoudre la crise régionale, la Côte d'Ivoire suivra cette option en solidarité avec les autres États membres. «Quand vous regardez la gouvernance de notre pays, rarement de façon individuelle, nous prenons des décisions quand il s'agit de questions sous-régionales, tout est débattu au sein de notre organe communautaire et, donc, si l'organe communautaire choisissait une autre voie. Vous en serez informé. Les débats se font dans le cadre de la Cédéao», a-t-il précisé.

Au Niger, des membres de la garde présidentielle ont pris le pouvoir, le 26 juillet dernier, écartant le Président Mohamed Bazoum et annonçant la suspension de la Constitution et la formation d'un Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP). La Cédéao avait menacé d'intervenir militairement pour permettre à Bazoum de reprendre le pouvoir et considéré qu'il s'agissait là d'une option prête à être mise en exécution, accompagnée de strictes mesures punitives.



EN HAUSSE

MARCEL ABEKE

Le nouveau régime au pouvoir au Gabon l'a nommé à la tête du ministère le plus convoité, celui du Pétrole. Marcel Abeke remplace à ce poste Vincent de Paul Massassa, l'ancien détenteur de ce portefeuille stratégique, actuellement aux arrêts. Le désormais patron de l'industrie pétrolière du Gabon, connu surtout pour avoir dirigé Eramet, un groupe minier français, était, jusqu'ici, l'un des 12 membres de la haute commission mise en place sous le régime du Président déchu Ali Bongo Ondimba, pour évaluer et exécuter l'action gouvernementale.

La RD Congo va déplacer son ambassade à Jérusalem

Le bureau du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a annoncé vendredi 22 septembre que la République démocratique du Congo déplacera son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem. Cela fait suite à une rencontre entre Netanyahu et le président de la RD Congo, Félix Tshisekedi, jeudi 21 septembre, en marge de la 78e session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. Le bureau de Netanyahu a affirmé dans un communiqué qu'une déclaration finale avait été publiée par les deux parties, qui incluait «leur accord selon lequel Israël ouvrira une ambassade à Kinshasa (la capitale de la République démocratique du Congo), et que le Congo déplacera son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem.»

La même source a ajouté que l'accord "reflète la volonté de développer les relations communes entre les deux Etats." Dans ce contexte, Tshisekedi a commenté la réunion en disant : «Nous avons eu de merveilleuses discussions avec le Premier ministre israélien Netanyahu, qui étaient autour des excellentes relations qui nous unissent, de la manière de renforcer ces liens et de la manière par laquelle nous pouvons nous rapprocher d'Israël», indique le communiqué du bureau de Netanyahu citant Tshisekedi. "L'État d'Israël a accepté d'ouvrir son ambassade à Kinshasa, et d'un autre côté, la République démocratique du Congo a accepté de déplacer son ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem", lit-on encore de même source. Tshisekedi n'a pas précisé de date pour le transfert de l'ambassade de son pays à Jérusalem, et Netanyahu n'a pas non plus annoncé la date d'ouverture d'une ambassade d'Israël à Kinshasa. À ce jour, les États-Unis d'Amérique, le Kosovo, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Guatemala et le Honduras ont transféré leurs ambassades à Jérusalem. La grande majorité des pays dans le monde s'abstiennent de déplacer leurs ambassades à Jérusalem.



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le Président de la RD Congo, Félix Tshisekedi, jeudi 21 septembre, en marge de la 78e session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Jean-Pierre Lacroix, chef des opérations de paix des Nations Unies, lors d'une conférence de presse consacrée à la conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix qui se tiendra à Accra (Ghana) les 5 et 6 décembre.

«Les opérations de maintien de la paix de l'ONU sont aujourd'hui confrontées à une multitude de défis, le plus important étant la division entre les Etats membres. Le plus grand de tous (ces défis) est la division entre nos Etats membres. Le plus grand de tous (ces défis) est la division entre nos Etats membres. De manière plus critique, cela se traduit également par un soutien réduit aux processus politiques associés à chacune de ces missions, et certainement par un manque de soutien unanime».



Gabon L'ex-Première dame, Sylvia Bongo, inculpée de «blanchiment de capitaux»

L'ex-Première dame gabonaise et épouse du président déchu Ali Bongo Ondimba, Sylvia Bongo Ondimba Valentin, a été inculpée de «blanchiment de capitaux» et maintenue en résidence surveillée, a fait savoir le vendredi 29 septembre le procureur de la République de Libreville, André Patrick Roponat, selon des médias français.

Le 30 août 2023 des militaires, parmi lesquels des membres de la Garde républicaine, ont annoncé mettre «fin au régime en place» au Gabon et avoir placé en résidence surveillée le Président sortant Ali Bongo Ondimba. Dans la foulée, le général Brice Clotaire Oligui Nguema a été désigné «Président de la transition.» L'armée avait accusé l'ex-première dame et son fils, Noureddin Bongo Valentin, d'avoir «manipulé» le chef de l'État, souligne la chaîne «France 24.» «La Première dame et Noureddin ont gaspillé le pouvoir d'Ali Bongo», avait indiqué le 18 septembre le général Oligui, selon la même source. «Parce que depuis son AVC, ils ont falsifié la signature du Président, ils donnaient des ordres à sa place en plus du blanchiment d'argent et de la corruption» avait-il précisé, avant de se demander : «Qui dirigeait le pays ?»

Noureddin Bongo Valentin, avait été arrêté mardi 19 septembre et incarcéré dans la prison centrale de Libreville. Présenté comme le successeur potentiel de son père à la tête du Gabon, Noureddin Bongo avait été coordinateur à la présidence puis conseiller stratégique d'Ali Bongo au Parti démocratique gabonais (PDG). Avec d'autres hauts responsables, le fils du couple Bongo est accusé de «haute trahison contre les institutions», «détournement de fonds publics», «malversation financière internationale en bande organisée», «faux et usage de faux», «falsification de la signature du Président», «corruption active» ou encore «trafic de stupéfiants.» «Mme Sylvia Bongo Ondimba Valentin a comparu le jeudi 28 septembre devant le juge d'instruction qui l'a inculpée de blanchiment de capitaux, recel, faux et usage de faux (...) avant qu'une assignation à résidence ne soit ordonnée», a déclaré vendredi 29 septembre le procureur de la République de Libreville, André Patrick Roponat, dans une allocution succincte sur les chaînes de télévision publiques, rapporte «France 24.»

La Franco-gabonaise, avait été placée en résidence surveillée à Libreville, mais isolée de son époux. Ses avocats avaient déposé une plainte à Paris, dénonçant une «détention arbitraire» et une «prise d'otages.» Selon le procureur Roponat, «Les enquêtes se poursuivent et d'autres interpellations et inculpations sont envisagées.»

Le chiffre

2,8 milliards de dollars. L'Afrique du Sud a enregistré des flux d'investissements directs étrangers (IDE) de 53,8 milliards de rands (2,8 milliards de dollars) au deuxième trimestre 2023, contre 0,5 milliard de rands au trimestre précédent, selon des données publiées le jeudi 28 septembre par la Banque centrale. L'institution a précisé que cette hausse découle notamment de l'acquisition d'une société de boissons par une entreprise non résidente, en référence au rachat du fabricant sud-africain de spiritueux Distell par le géant néerlandais de la bière Heineken.



EN HAUSSE

FLORENT GUEDE

Il a été nommé Directeur général des opérations du groupe Bayobab en Côte d'Ivoire. Pour rappel, Bayobab est une filiale du groupe MTN. Florent Guede aura ainsi la responsabilité de diriger la filiale ivoirienne de Bayobab avec pour objectif d'augmenter les revenus et la rentabilité. L'une des missions clés de Guede sera d'établir une empreinte de fibre terrestre robuste qui permettra une connectivité à haute vitesse dans tout le pays d'Afrique de l'Ouest. Bayobab vise à fournir des services de télécommunications fiables aux clients de la région. Florent Guede est un professionnel expérimenté avec plus de 18 ans d'expérience dans les télécommunications.

Pr Ibrahima Bara Diop, spécialiste de la cardiologie interventionnelle et enseignant à la faculté de médecine de l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar, à l'occasion d'une conférence internationale sur l'épidémie de maladies non transmissibles.

«L'Afrique connaît actuellement "une véritable transition épidémiologique, avec une augmentation considérable de maladies, dont les pathologies cardio-

vasculaires, les cancers et le diabète. Le secteur de la recherche est extrêmement important en médecine. Malheureusement, en Afrique, nous manquons de données épidémiologiques qui nous permettent d'apprécier des situations pour mieux les aborder. La recherche est indispensable si nous voulons avoir des programmes de santé cohérents et efficaces».





Afrique du Sud

Plus de 5 millions de poules abattues à cause de la grippe aviaire

Un foyer de grippe aviaire en Afrique du Sud a entraîné l'abattage de plus de 5 millions de poules pondeuses à la date du 27 septembre, a rapporté l'Association sud-africaine de la volaille.

La grippe aviaire menace l'industrie sud-africaine de la volaille, et on estime en conséquence que les prix du poulet et des œufs devraient grimper, a indiqué Izaak Breitenbach, Directeur général de cette association. Les provinces de Gauteng, de Limpopo, de Mpumalanga et d'Etat Libre sont les provinces les plus touchées, selon Breitenbach.

L'Afrique du Sud a enregistré ses premiers cas de grippe aviaire dans des élevages commerciaux en avril dans la province du Cap-Occidental, selon cette association. "Nous observons déjà une pénurie d'œufs", a déclaré Breitenbach, ajoutant que l'industrie locale importerait 10 millions d'œufs prochainement pour répondre à la demande croissante.

Le chiffre

1 milliard de dollars.

Au Kenya, les recettes d'exportation de thé sont attendues à 150 milliards de shillings (1 milliard de dollars) en 2023. C'est ce qu'a indiqué Rigathi Gachagua, Vice-président du pays en marge d'un forum agricole qui se tenait à Nairobi le 27 septembre dernier. Le montant escompté serait en hausse de 12 milliards de shillings (81 millions de dollars) par rapport au niveau affiché un an plus tôt.



EN HAUSSE

RAYMOND NDONG SIMA

Au Gabon, cet opposant a été nommé, le jeudi 7 septembre, Premier ministre de la transition avec effet immédiat. Le décret de sa nomination a été lu à la télévision nationale par le colonel Ulrich Manfoumbi Manfoumbi, porte-parole du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). Raymond Ndong Sima avait déjà été Premier ministre sous Ali Bongo de 2012 à 2014, avant de s'éloigner du pouvoir. Il s'était présenté contre l'ancien Président déchu aux élections présidentielles de 2016, puis au scrutin du 26 août dernier dont il a initialement été candidat, avant son retrait au profit de Albert Ondo Ossa, le candidat unique de la coalition Alternance 2023. Il aura la lourde tâche de mettre en place le plan d'action du CTRI. Sa nomination intervient au lendemain de son annonce de «mettre un terme» à sa présence au sein de cette plateforme de l'opposition créée en janvier 2023 en vue de faire barrage à Ali Bongo lors du récent scrutin présidentiel annulé par les putschistes.

Maroc Réunion du premier marché des fabricants africains de vaccins

Les travaux de la première réunion du premier marché des fabricants africains de vaccins ont eu lieu, vendredi 29 septembre au dimanche 1er octobre à Marrakech, à l'initiative des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), de l'alliance du vaccin (GAVI) et du ministère marocain de la Santé et de la protection sociale. Cette manifestation a réuni les fabricants africains de vaccins, les ministres de la Santé et des Finances et les autorités nationales de régulation pharmaceutique des 13 pays africains producteurs de vaccins, afin d'identifier les meilleures stratégies pour assurer la réussite et la durabilité des projets de fabrication en cours. Il a été décidé de créer une plateforme de concertation entre les producteurs et les acheteurs sur la manière de structurer et de construire le marché africain des vaccins et des produits biotechnologiques.



Jean Kaseya, Directeur général du CDC Afrique.

Il faut dire que l'Afrique accuse un retard en matière de fabrication de vaccins. En effet, le continent fabrique moins de 1% des volumes de vaccins qu'elle consomme et importe environ 99% de sa consommation, ce qui le rend dépendant de l'approvisionnement mondial. Or, la demande africaine de vaccins pourrait doubler d'ici 2030, en raison de la croissance démographique, l'amélioration de la couverture sanitaire, et l'introduction de vaccins émergents dans de nouveaux pays, comme le HPV. Pour relever ce défi et favoriser une souveraineté vaccinale africaine, l'Union africaine (UA) s'est fixée, comme objectif audacieux de couvrir, d'ici 2040, au moins 60% de la demande en vaccins en Afrique, par des produits fabriqués localement (au lieu du 1% actuellement), ce qui revient à fabriquer localement entre 1,5 et 1,7 milliards de doses par an d'ici 2040. Afin d'atteindre cet objectif, l'UA a mis en place, sous l'égide du CDC Afrique, une stratégie continentale d'expansion de la fabrication de vaccins en Afrique (le PAVM), qui cible 22 maladies infectieuses prioritaires.

Selon le Directeur général du CDC Afrique, Jean Kaseya, le continent africain doit produire ses propres vaccins. Et d'évoquer l'objectif de fabriquer au moins 60% des vaccins consommés dans le continent, dans les années à venir. Il a, par ailleurs, mis l'accent sur la nécessité du transfert des technologies et du renforcement des investissements au service du continent africain, afin d'assurer une préparation face à une future épidémie ou pandémie. Kaseya a appelé, en ce sens, à encourager le partenariat entre tous les acteurs publics et privés, mais également le partage de l'expertise en faveur d'une souveraineté africaine en matière de vaccins. A noter que cette réunion s'est déroulée en présence, notamment, des ministres de la Santé de certains pays africains, des responsables des autorités nationales africaines de régulation pharmaceutiques et des représentants des organismes de coopération internationale.

RDC Lancement à Kinshasa d'une étude sur la migration climatique en Afrique



Les représentants des conseils économiques et sociaux (CES) d'Afrique ont annoncé, mardi 26 septembre à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RCD) le lancement d'une étude approfondie sur la migration climatique sur ce continent qui, selon eux, subit le plus grand impact du changement climatique. Cette étude a été lancée lors de la première journée d'un atelier de deux jours (26-27 septembre) sur la mobilité climatique en Afrique, organisé par le Conseil économique et social de la République démocratique du Congo en collaboration de l'Union des conseils économiques et sociaux et institutions similaires d'Afrique (UCESA). L'objectif de cette étude est d'améliorer les connaissances sur l'ampleur des migrations climatiques et leurs conséquences sur les populations, afin de pouvoir anticiper cette migration et d'en tenir compte dans les plans de développement.

Kenya Les prix du carburant atteignent un niveau record

Le prix de l'essence au Kenya a atteint un niveau record passant de 1.36 dollar à 1.44 dollar après une révision des prix à la pompe par le régulateur de l'énergie. Le ministre de l'Énergie, a imputé partiellement cette situation à la réduction de la production pétrolière au début du mois par les principaux producteurs, qui a fait grimper les prix mondiaux du brut à leur plus haut niveau depuis 10 mois. De plus, les prix à la pompe ont augmenté avec la suppression des subventions conformément aux demandes du Fonds monétaire international et le doublement de la TVA sur les produits pétroliers dans le cadre d'une loi de finances qui a été promulguée en juin dernier. Bien que l'inflation au Kenya soit tombée à 6,7% en août, au cours de l'année écoulée, les prix de l'essence ont augmenté de 22%, l'électricité de près de 50% et les produits de première nécessité comme le sucre et les haricots de 61% et 30% respectivement.

Air Sénégal et la Royal Air Maroc concluent un "partenariat stratégique"

Les transporteurs aériens Air Sénégal et la Royal Air Maroc ont conclu jeudi 28 septembre un "partenariat stratégique" au siège de la compagnie nationale marocaine à Casablanca, indique un communiqué conjoint. Les passagers des deux compagnies verront "l'augmentation des possibilités de connexions et la diversification des choix en termes d'horaires et de jours de service" entre les deux pays. Ils pourront également "acheter leurs titres de transports auprès du réseau de vente de l'une ou l'autre des deux compagnies et voyager indifféremment sur la flotte de Royal Air Maroc et d'Air Sénégal", dit le communiqué. D'autres domaines de coopération seront également rendus possibles en termes notamment de maintenance et d'affrètement d'avions ou encore dans le capital humain ainsi que sur la formation technique et managériale. Créée en 2016, la compagnie Air Sénégal est détenue par l'Etat du Sénégal à travers la Caisse de dépôts et de consignation (CDC), une banque publique sénégalaise. La compagnie ambitionne de devenir le leader du transport aérien de l'Afrique de l'Ouest. Dotée de neuf appareils, elle dessert 21 destinations en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord. De son côté, Royal Air Maroc dit poursuivre ses efforts "afin de renforcer sa position de référence sur le continent africain", dans le cadre de la stratégie de coopération Sud-Sud du Royaume.



Hamid Addou, PDG de la RAM et El Hadj Badara Fall, Directeur général d'Air Sénégal.

Ghana Accra, hôte de la 5^{ème} Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix, en décembre

Le Ghana va accueillir du 5 au 6 décembre prochains la cinquième Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix. "Cette réunion phare biennale contribuera à obtenir le soutien politique indispensable et à générer des engagements visant à renforcer le maintien de la paix de l'ONU, conformément à l'initiative Action pour le maintien de la paix et à A4P+, la stratégie de mise en œuvre pour 2021-2023", a déclaré, lors d'une conférence de presse à New York, la ministre ghanéenne des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale, Shirley Ayorkor Botchwey, accompagnée de hauts responsables des Nations Unies. La cinquième Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix, se tiendra ainsi pour la première fois en Afrique. «La Conférence de 2023 [sera] une occasion importante pour les dirigeants de réaffirmer leur engagement et de faire des promesses en faveur du maintien de la paix de l'ONU», a estimé Jean-Pierre Lacroix, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de paix. La précédente Conférence ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix s'est tenue en ligne, en 2021, à Séoul, en Corée du Sud, du fait des restrictions de la Covid-19.



Shirley Ayorkor Botchwey, ministre ghanéenne des Affaires étrangères du Ghana.



La Représentante américaine au Commerce, Katherine Tai, et le ministre sud-africain du Commerce et de l'Industrie, Ebrahim Patel.

Le 20^{ème} Forum AGOA, du 2 au 4 novembre à Johannesburg

Le 20^e Forum de coopération économique et commerciale entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne (Forum AGOA) se tiendra, du 2 au 4 novembre prochain à Johannesburg, en Afrique du Sud, selon une déclaration conjointe américano-sud-africaine publiée jeudi 21 septembre. Depuis sa promulgation en 2000, la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) est au cœur de la politique économique et de l'engagement commercial des États-Unis avec l'Afrique.

Le Forum réunira les représentants des gouvernements des États-Unis et des pays éligibles à l'AGOA, ainsi que des représentants des principales organisations économiques régionales, du secteur privé, de la société civile et des syndicats. Au cours de l'événement, les participants discuteront de la manière de renforcer les liens commerciaux et d'investissement entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne et de promouvoir une croissance et un développement économiques résilients, durables et inclusifs, souligne la déclaration conjointe signée par la Représentante américaine au Commerce, Katherine Tai, et le ministre sud-africain du Commerce et de l'Industrie, Ebrahim Patel. Au programme du Forum figure également l'exposition «Made in Africa» qui présentera les chaînes de valeur régionales du continent. «Le Forum AGOA est une opportunité pour les États-Unis de renforcer notre partenariat économique avec les pays AGOA (...) et de discuter des opportunités visant à rendre ce partenariat plus transformateur à mesure que nous approfondissons nos relations commerciales et d'investissement avec les pays d'Afrique subsaharienne», a déclaré Tai. L'AGOA offre aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles un accès en franchise de droits au marché américain pour plus de 1800 produits, en plus de 5 000 produits éligibles à l'accès en franchise de droits dans le cadre du Système généralisé de préférences.

Sénégal La 70^{ème} conférence régionale de l'ACI Afrique du 14 au 20 octobre

La 70^e conférence régionale du Conseil International des Aéroports (ACI Afrique), aura lieu du 14 au 20 octobre prochain au Sénégal, a-t-on indiqué auprès des organisateurs. La rencontre, qui se déroulera au Centre international de conférences Abdou Diouf CICAD, et à Saly Portudal, réunira plus de 300 participants venant de différents pays africains et du monde. Les participants doivent discuter des enjeux et perspectives de l'industrie aéronautique africaine autour du thème : «la résilience par l'innovation». La conférence de l'ACI Afrique offre une opportunité unique et une plate-forme idéale pour les aéroports et autres parties prenantes de l'aviation, experts et exposants du monde entier pour réseauter, partager des informations et développer une vision commune pour l'avenir des activités aéroportuaires en Afrique. Elle est précédée des réunions du Conseil d'Administration et des Comités Régionaux et suivie de deux séminaires de formation simultanés et gratuits pour les membres de l'ACI Afrique.

L'événement comprend également une exposition à grande échelle, réunissant les aéroports, les fournisseurs de services et les compagnies d'aviation pour présenter les développements d'infrastructures aéroportuaires, les améliorations technologiques et les produits et services innovants.



L'Afrique a besoin de 2,8 milliards de dollars de financement climatique entre 2020 et 2030

Dans un contexte d'urgence climatique croissante et de crise de la dette mondiale, les appels en faveur d'une nouvelle architecture financière mondiale «adaptée au climat» acquièrent une importance croissante dans les pays en développement. Le Sommet africain sur le climat qui s'est tenu à Nairobi a offert une occasion unique de promouvoir des mesures indispensables pour aider les pays à faible revenu à poursuivre une croissance durable. Selon des estimations récentes de la Banque africaine de développement (BAD), le continent a besoin de 2,8 milliards de dollars de financement climatique entre 2020 et 2030. Mais l'Afrique ne reçoit actuellement que 3 % du financement climatique mondial, dont seulement 14 % proviennent du secteur privé. Il convient de noter que le continent représente 3,8 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), tandis que les pays du Nord sont responsables de 90 % des émissions. Mais même si les pays les plus vulnérables du monde subissent le poids d'une crise qu'ils n'ont pas créée, le financement climatique lié au développement a en fait diminué, ainsi que l'aide globale au développement à l'Afrique. Les chiffres préliminaires de 2022 montrent que les flux d'aide publique au développement (APD) bilatérale des membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE vers l'Afrique ont totalisé 34 milliards de dollars l'an dernier, soit une baisse de 7,4 % en termes réels par rapport à 2021. Pendant ce temps, le total des actifs du marché privé sous gestion a bondi pour atteindre 11,7 milliards de dollars en 2022, après avoir augmenté à un taux annuel de près de 20 % depuis 2017. Compte tenu de la gravité et de l'urgence de la crise climatique, la communauté internationale doit se mobiliser pour concevoir et convenir de solutions concrètes avant la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28) qui se tiendra à Dubaï en novembre. Pour renforcer la résilience face aux chocs climatiques inévitables, elle devra financer intégralement le «fonds pour les pertes et les préjudices» que les dirigeants mondiaux ont convenu d'établir lors de la COP27 de l'année dernière en Égypte, convenir de doubler le financement des efforts d'adaptation et appliquer le principe du «pollueur-payeur» aux activités maritimes.

Invité

du mois

OLIVIER PUECH
PDG DU GROUPE TIMAR



«Nous avons désormais grâce à Clasquin, une offre maritime et aérienne encore plus complète»

Après sa prise de contrôle par Clasquin, un spécialiste de l'ingénierie en transport aérien et maritime et en logistique Overseas, TIMAR, un leader du transport international de marchandises au Maroc, élève les nouvelles ambitions de l'entité (TIMAR by Clasquin) issue de cette acquisition. Entretien avec Olivier Puech, P-DG du Groupe TIMAR.

AFRIMAG : Annoncée mi-janvier dernier, la prise de contrôle du groupe TIMAR par le groupe Clasquin est actée depuis mars dernier. Pour beaucoup d'experts, cette acquisition va contribuer à diversifier la palette de la seule ETI multinationale française dans le secteur du freight forwarding et de la logistique overseas pour renforcer la position de cette dernière sur la zone Euromed-Afrique. Comment TIMAR va-t-il intégrer son réseau de filiales opérationnelles au Maroc, au Portugal, en Espagne, en Tunisie, en Mauritanie, au Sénégal, au Mali et en Côte d'Ivoire par rapport à la stratégie de développement de sa nouvelle maison-mère sur la zone Euromed-Afrique ?

Olivier Puech : Le groupe Clasquin s'est initialement développé sur l'axe Asie/Europe. Puis il s'est peu à peu diversifié sur d'autres flux dont ceux de la Région Afrique depuis une dizaine d'années. Comme le continent africain va prendre une place incontournable dans les échanges de demain, la stratégie du groupe Clasquin pour cette région est devenue beaucoup plus ambitieuse et la prise de participation et de contrôle chez TIMAR s'inscrit dans cette dynamique.

Ainsi, cette approche permet au groupe Clasquin de se positionner rapidement et très fortement sur le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest.

C'est dire qu'en acquérant TIMAR et ses filiales européennes (Portugal, Espagne), toutes spécialisées dans le transport routier Ro-Ro entre l'Europe et le Maghreb, l'opération renforce un produit qu'elle opérait déjà à travers une de ses Filiales LCI/Clasquin sur l'Axe France/Tunisie. Il en découle que la réunion des deux forces du groupe au sein d'une organisation commune Clasquin-Euromed font de l'ensemble un des leaders du fret routier entre les deux rives de la Méditerranée.

Sur le terrain, Clasquin intègre également les entités ouest-africaines du Groupe TIMAR présentes en Mauritanie, au Mali, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Celles-ci viennent s'ajouter aux filiales ou représentations de Clasquin dans cette région (Burkina, Togo). Ce faisant et avec toutes ces forces réunies autour d'un même management, d'une même vision et des mêmes outils, Clasquin renforce considérablement son offre sur l'Afrique de l'Ouest.

Aujourd'hui, TIMAR peut désormais se positionner vis-à-vis de ses clients comme un acteur régional capable de proposer toutes les solutions de transport possibles et l'expertise douane dans cette partie du continent africain.

Par ailleurs, il faut noter que TIMAR s'est pleine-

ment investi ces dernières années pour développer les flux entre le Maroc et l'Afrique de l'Ouest, notamment en mode camion. C'est un produit innovant qui peut permettre aux clients européens, africains, ou du reste du monde, de pouvoir transiter par le Maroc, bien connecté, pour aller ensuite plus vite vers les pays d'Afrique de l'Ouest. Avec cette acquisition, Clasquin s'est donc renforcé sur son Offre Monde/ Maghreb et Afrique avec la possibilité de proposer à ses clients l'utilisation du Maroc comme Hub ou tête de pont. Peu de réseaux de transport ont une offre aussi complète sur ces régions.

AFRIMAG : Sur le terrain, comment les clients de TIMAR profitent-ils de cette nouvelle synergie avec le groupe Clasquin ?

Olivier Puech : Pour nos clients marocains, cette opération d'acquisition est une opportunité réelle qui leur est offerte de pouvoir consolider leur partenariat avec nous. Nous avons désormais, grâce à Clasquin, une offre maritime et aérienne encore plus complète. Cette offre va être enrichie par les outils digitaux qui sont le «plus» proposé par le groupe aux clients.

Au niveau de TIMAR, nous allons pouvoir bientôt décliner ces outils auprès de nos clients, après avoir intégré le système d'information de Clasquin. Ainsi, nos clients marocains auront la possibilité de nous utiliser sur tous les modes de transport et vers toutes les destinations.

AFRIMAG : Comment votre clientèle a-t-elle accueilli ce rapprochement avec le groupe Clasquin ?

Olivier Puech : Notre clientèle l'a bien accueilli. Nous travaillions déjà avec le groupe via leur filiale LCI depuis très longtemps dans le secteur du transport routier.

Clasquin a repris toutes nos entités mais nous a aussi permis de garder tous nos partenaires notamment sur le Ro-Ro, notre produit phare. Nos clients ont pu constater que le réseau qui traitait leurs flux est resté le même ainsi que leurs interlocuteurs. Pour l'heure, c'est la continuité. Mais au fur et à mesure de l'intégration, ils apprécieront plus positivement ce rapprochement grâce à l'enrichissement de l'offre.

AFRIMAG : Quid aujourd'hui de la nouvelle gouvernance de TIMAR SA.?

Olivier Puech : En tant que société cotée, notre gouvernance ne peut pas souffrir de légèreté et est déjà très encadrée. En termes de management, notre équipe reste la même, mais l'arrivée de Clas-

quin est une belle opportunité de nous améliorer encore.

Clasquin arrive avec son expertise et son expérience acquises à l'international dans une trentaine de pays. C'est un groupe avec des cultures très diverses du fait de sa présence sur les cinq continents. Nous allons bénéficier de leurs expériences et des techniques qu'ils ont mises en place, tout en les adaptant à notre contexte local car ils nous font confiance. C'est une source de proposition et d'amélioration.

Nous estimons avoir réussi à mettre en place, grâce à nos managers et l'adhésion de notre personnel, un système de management efficace qui a porté très haut TIMAR dans son secteur et sa région.

Mais pour pouvoir faire encore mieux et plus vite dans ce monde qui change si rapidement, il nous fallait un apport extérieur. Nous l'avons trouvé avec ce groupe international.

Ceci dit, il faut noter que si notre autonomie reste grande, elle est maintenant logiquement encadrée par la stratégie du groupe.

AFRIMAG : Le nom et l'identité visuelle de TIMAR seront-ils maintenus ou disparaîtront-ils au profit du Groupe Clasquin ?

Olivier Puech : La marque TIMAR va rester car elle jouit d'une très forte notoriété, particulièrement au Maroc et en Afrique de l'Ouest. Ce qui constitue un atout pour notre repreneur.

Cela dit, il faut noter que Clasquin est aussi une marque forte porteuse de qualité et d'ambitions. Le choix est donc naturellement d'associer le nom TIMAR à celui de notre repreneur : "TIMAR by Clasquin".

AFRIMAG : Ce rachat maintiendra-t-il les emplois, les augmentera-t-il ou au contraire les réduira-t-il ?

Olivier Puech : L'opération s'est faite parce que la reprise était quasi totale.

En dehors de quelques ajustements locaux liés à une situation économiques difficile, presque tous les employés gardent leur poste. Mais cette nouvelle organisation est source de dynamisme, d'optimisme et d'ambition, si bien qu'il y a déjà eu au sein du groupe Clasquin des embauches pour pousser les flux. Nul doute que très vite il y aura de la création de plus d'emplois en Afrique ; d'ailleurs le mouvement est déjà amorcé et il va s'amplifier. ▶

Entretien réalisé par
Anthioumane D. Tandia

PRODUCTIVITÉ AGRICOLE EN FINIR AVEC LE PARADOXE DU CONTINENT

POUR QUE L'AFRIQUE MANGE CE QU'ELLE PRODUIT ET NE PRODUISE PLUS CE QU'ELLE NE MANGE PAS, LES GOUVERNEMENTS DEVRAIENT SE Doter DES POLITIQUES AGRICOLES ASSORTIES DE RESSOURCES ET D'OBJECTIFS RÉALISABLES. ET PLACER LES PETITS AGRICULTEURS AU CENTRE CAR PAR RUISSELLEMENT, CE PROCESSUS TIRERAIT LE NIVEAU DE VIE DES POPULATIONS VERS LE HAUT.

80% de la production agricole en Afrique sub-saharienne est assurée par de petits exploitants condamnés plus que jamais à l'obligation d'accroître leur productivité et par ricochet, les rendements. Les petites exploitations agricoles -dont on estime

le nombre à 33 millions- constituent une source majeure de nourriture et de moyens de subsistance pour une grande part de la population africaine. Cependant, l'agriculture emploie plus de la moitié de la main-d'œuvre sur le continent, et les petits exploitants représentent environ 60% de la population dans les pays à faible revenu en Afrique. La bataille est naturellement identifiée : L'amélioration de la



production des petits agriculteurs jouera un rôle central dans le renforcement de la sécurité alimentaire et de l'élévation du niveau de vie.

Mais l'équation n'est pas simple. Avec une pluviométrie de plus en plus imprévisible et erratique, conséquence du changement climatique, l'agriculture extensive pluviale, soit 90% de la totalité des terres agricoles africaines, constitue, avec le faible niveau de mécanisation, un véritable mur qui se dresse devant nos petits agriculteurs. A ce tableau, il faut ajouter la pauvreté rampante due aux famines cycliques dans les régions meurtries par les djihadistes ou celles où écument des groupes criminels qui pullulent en Afrique centrale. On en arrive à des situations paradoxales comme celles que vivent les provinces orientales en RDC. La partie du pays qui regorge les terres les plus fertiles du pays, est également celle

dont les populations sont menacées d'insécurité alimentaire.

Productivité : Des progrès réels et palpables

Malgré tous ces handicaps et contraintes, les motifs d'optimisme sont nombreux. C'est fini l'époque où il suffisait d'une crise géopolitique qui embrase les prix agricoles sur les marchés internationaux pour redouter une famine sur le continent. Grâce à la volonté politique (l'Ethiopie en est un exemple concret) et la mobilisation des instituts recherche, l'agriculture africaine a fait des progrès prometteurs ces dernières années, avec une augmentation de la productivité moyenne de 13% par an entre 2015 et 2020, selon le Fonds des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Ces progrès ont



coincidé avec une amélioration des performances commerciales: le déficit commercial agricole du continent par rapport au reste du monde a diminué de 26% ces cinq dernières années, et les principaux produits agricoles transformés ont gagné des parts de marché au niveau mondial. L'adage selon lequel l'Afrique produit ce qu'elle ne mange et qu'elle mange ce qu'elle ne produit pas, est de moins en moins vrai aujourd'hui.

Mettre en œuvre le principe de Tinbergen

Il reste à gagner la bataille de la structuration de l'agriculture, c'est-à-dire élaborer de vraies politiques sectorielles assorties d'objectifs précis et surtout, de moyens. Le principe de cohérence qui a valu au Pr néerlandais Jan Tinbergen son Prix Nobel, est plus que jamais d'actualité pour les pays africains. La plupart d'entre eux continuent de pratiquer une agriculture pluviale à petite échelle et peu technologique. Il n'est pas normal que le continent emploie plus de 50% de la population active dans l'agriculture contre 3% dans les grandes nations agricoles. Pas besoin d'aller chercher l'explication loin: le différentiel est dû aux

écarts de rendements. Les perspectives à long terme de l'agriculture africaine restent néanmoins solides. La plupart des pays, loin de réaliser pleinement leur potentiel, peuvent augmenter leur production agricole en améliorant les rendements, en étendant la superficie des terres cultivées et en limitant les pertes après récolte. De même, la gestion durable des terres apparaît de plus en plus comme une solution viable pour renforcer la sécurité alimentaire, lutter contre la dégradation des terres et résoudre le problème du foncier. La pandémie du Covid-19 a mis encore plus la lumière sur la vulnérabilité des petits exploitants agricoles.

Investir dans les chaînes logistiques

A terme, des mesures devront être prises pour améliorer la productivité agricole. Les petits exploitants africains doivent bénéficier d'un meilleur accès aux intrants (engrais et semences hybrides, entre autres), aux services de conseil et aux financements afin de pouvoir acheter des intrants et investir dans la production. Les gouvernements, les partenaires du développement et les investisseurs privés doivent mieux comprendre les besoins des différents types



d'agriculteurs afin de pouvoir mieux adapter leur soutien.

L'Afrique étant le continent au monde qui s'urbanise le plus rapidement, la nécessité de satisfaire la demande urbaine d'une alimentation plus abondante et de meilleure qualité offre aux petits exploitants agricoles africains d'importantes opportunités d'accroître leur

froides et les installations de transformation et de conditionnement, ainsi que dans l'accès aux services de transport, d'énergie et d'eau. Pour ce faire, les marchés des intrants et des produits devront donc gagner en efficacité pour que la production agricole devienne économiquement viable pour les petits exploitants. Le bon fonctionnement des marchés

«Les petits exploitants africains doivent bénéficier d'un meilleur accès aux intrants (engrais et semences hybrides, entre autres), aux services de conseil et aux financements afin de pouvoir acheter des intrants et investir dans la production. Les gouvernements, les partenaires du développement et les investisseurs privés doivent mieux comprendre les besoins des différents types d'agriculteurs afin de pouvoir mieux adapter leur soutien».

production destinée au marché et, par conséquent, leurs revenus. Pour que les petits exploitants puissent tirer parti de ces opportunités, il faudra investir dans le développement de systèmes modernes de logistique : la distribution, les entrepôts, les chambres

leur permettra d'avoir des revenus équitables. Les agriculteurs doivent aussi pouvoir acquérir des intrants (semences améliorées, engrais, herbicides, etc.) au juste prix du marché pour faire de l'agriculture une activité économique viable. ▶

ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC

PR. BRUNO GÉRARD

Doyen - Collège d'Agriculture et des Sciences de l'Environnement
Université Mohammed VI Polytechnique - UM6P

Recherche agronomique : La co-construction des solutions est la clé du succès

L'accélération du changement climatique et la fragmentation des exploitations agricoles en Afrique posent des nouveaux défis à la recherche agronomique, relève le Pr. Bruno Gérard, Doyen du Collège d'Agriculture et des Sciences Environnementales de l'UM6P. En plus de ces variables, il faut toujours privilégier une approche systémique car les enjeux ne sont pas que techniques, mais aussi socio-économiques.

AFRIMAG : De vos différentes expériences africaines, quel premier diagnostic feriez-vous de la recherche agronomique dans les pays où vous avez exercé ?

Bruno Gérard : La recherche agronomique en Afrique est avant tout une recherche appliquée basée sur une approche participative qui associe étroitement les communautés. Les rendements dans l'agriculture pluviale en Afrique sont en général de 50-70 % inférieurs à ceux qui pourraient être réalisés avec des bonnes pratiques agronomiques et une meilleure utilisation d'intrants. La recherche ne doit pas uniquement se focaliser sur les approches participatives avec les communautés

mais également sur les aspects institutionnels, économiques, et les politiques publiques. Les contraintes ne sont pas uniquement techniques, mais socio-économiques et institutionnelles.

Pour améliorer les rendements agricoles, il faut travailler à la fois sur les innovations technologiques, les itinéraires techniques et les innovations financières et institutionnelles. On sait que depuis les Plans d'Ajustement Structurel (PAS) des années quatre-vingt, il y a moins d'investissements publics dans l'agriculture.

La recherche agronomique englobe différentes disciplines qui doivent s'intégrer dans une approche



systemique. Il y a d'un côté, l'aspect production mais il ne faut jamais perdre de vue les problématiques de l'accès au marché, de la gestion des risques qui permettent aux exploitants de minimiser les risques lorsqu'ils investissent. La question n'est pas seulement technique, mais aussi socio-culturelle : cela veut dire que la recherche agronomique doit mettre les agriculteurs au cœur de ses objectifs. On ne peut pas uniquement se focaliser sur la recherche, mais on doit regarder les problèmes du sol, des ravageurs des cultures, de l'eau, de l'alimentation

plinaires et à terme, nous l'espérons, contribuer à un impact à échelle.

AFRIMAG: Comment surmonter le frein lié à la fragmentation des exploitations agricoles ?

Bruno Gérard : Effectivement, c'est un vrai challenge. L'agriculture africaine est largement dominée par des petites exploitations familiales, pour beaucoup une fonction principale de subsistance et donc des difficultés pour avoir une approche commerciale. Beaucoup de petits exploitants ont du mal à déga-

“L'agriculture africaine est dominée par des petites exploitations familiales qui ont des difficultés pour avoir une approche commerciale”.

animale, etc. Toutes ces variables doivent être intégrées dans une approche de co-construction des solutions. C'est ça la clé du succès. Au niveau du collège à l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), nous avons dix entités qui travaillent sur des thématiques particulières, mais nous essayons de construire de plus en plus des approches intégrées qui mettent en valeur les résultats pluridisci-

ger des revenus qui mettent leur famille au-dessus du seuil de pauvreté. De plus, le changement climatique et la dégradation des sols donnent lieu à des conditions de moins en moins favorables à la production agricole. Du fait de la croissance démographique encore importante, les exploitations agricoles sont de plus en plus morcelées
La plupart des exploitations agricoles en Afrique

sont mixtes, combinant agriculture et élevage. De ce fait, toute approche d'intensification doit s'appuyer sur une intégration des productions végétales et animales. Ces deux compartiments sont indissociables, surtout que dans beaucoup de cas, la production animale assure de la stabilité aux exploitations agricoles en ramenant des revenus supplémentaires et une meilleure alimentation.

En ce qui concerne la diversification des systèmes de production, les exploitations agricoles en Afrique sont souvent diversifiées mais dépendent principalement de la culture des céréales (mil, sorgho, maïs, blé suivant l'agroécologie) aussi parfois, des tubercules comme le manioc pour garantir la sécurité alimentaire des familles. Une diversification avec des cultures de rente permet de générer des revenus supplémentaires mais doit se faire sans mettre en péril la sécurité alimentaire. Les cultures de rente demandent également un meilleur accès au marché et de chaînes de valeur opérationnelles.

AFRIMAG: Le changement climatique est-il devenu le fil conducteur de la recherche dans le domaine agricole ?

Bruno Gérard : Oui, sans aucun doute. La récurrence des sécheresses, des inondations sont aujourd'hui des paramètres incontournables dans tout programme de recherche agronomique. Ce n'était pas forcément le cas au début des années quatre-vingt-dix quand j'ai commencé ma carrière au Niger. On parlait très peu de changement climatique même si on parlait déjà à l'époque du climat et de sécheresse. Aujourd'hui, on constate une variabilité exacerbée de la pluviométrie dans beaucoup de régions africaines et une mauvaise distribution des pluies au cours de la même saison. Mais ce n'est pas tout, l'augmentation des températures et les températures extrêmes ont également des effets néfastes sur le rendement des cultures. Comme ailleurs dans le monde, les agriculteurs africains gèrent l'incertain quand il s'agit de la météo. Les changements climatiques évoluent plus vite que ne le prévoient les experts il y a encore quelques années. Ils s'imposent naturellement à la recherche agronomique. Dans la génétique par exemple, nous cherchons de plus en plus des variétés de cultures plus résistantes à la sécheresse ou aux hautes températures. Les changements climatiques ont également un impact sur les maladies et les ravageurs. De meilleurs ca-

lendriers cultureux, notamment les dates de semi et de récolte, une fertilisation raisonnée, des cultures et des variétés mieux adaptées à ces changements sont des options que nous recherchons. Nous travaillons à la fois sur le court et le long terme pour apporter aujourd'hui des solutions mais également se préparer à résoudre les problèmes de demain.

AFRIMAG : Les grandes cultures vivrières telles que le riz, le sorgho ou le maïs, très consommées en Afrique, concentrent le gros des ressources de la recherche agronomique au dépend d'autres plantes domestiques «historiques» plus résilientes aux effets des ravageurs et du réchauffement climatique. Où faut-il placer le curseur des priorités ?

Bruno Gérard : Vous soulevez là un point crucial sur lequel nous travaillons actuellement. La diversification des cultures est quelque chose d'important surtout par rapport au principe de résilience. D'ailleurs, dans un Symposium que notre collègue co-organise en octobre (African Plant Breeder), des sessions spéciales seront dédiées aux cultures «oubliées». On ne peut pas produire que du maïs et du riz au motif que ce sont des aliments de base pour des millions de personnes en Afrique. Ce qui est vrai pour la finance l'est aussi pour l'agriculture. La diversification permet de diluer et de gérer le risque. L'agriculture africaine ne doit pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Les céréales restent néanmoins la source principale d'apport calorique pour l'alimentation humaine en Afrique.

Quand on analyse les besoins alimentaires de base sur le continent, ceux-ci sont d'abord caloriques. Pour une culture comme le maïs par exemple, son rendement potentiel est de 10-12 tonnes à l'hectare alors que les rendements des agriculteurs sont souvent de 2-4 tonnes à l'hectare. Une intensification de la culture des céréales permettrait de libérer des terres agricoles pour une diversification avec des légumineuses et des cultures de rente.

Dans certains pays, l'augmentation de la production agricole en réponse à la croissance démographique, s'est faite par extensification au détriment de terres marginales, des forêts ou des pâturages. Le risque c'est de mettre en danger les terres qui n'étaient pas forcément à vocation agricole.

AFRIMAG : Comment la recherche s'adapte à des environnements si différents en Afrique ? Entre le Sahel où la pluie est une denrée rare et l'Afrique centrale, où il pleut 9 mois sur 12, il y a très peu de points communs.

Bruno Gérard : Ces facteurs climatiques et bio-physiques que vous mentionnez sont des données d'entrée pour la recherche. Au Sahel, les sécheresses et la répartition des pluies sont de vrais défis tandis qu'en Afrique équatoriale, une région plus humide, le problème concerne plus la gestion de mauvaises herbes, des maladies des plantes ou la menace des insectes.

Selon les régions, la pression sur la production agricole peut être de nature différente. C'est ainsi que dans une zone humide comme l'Afrique centrale, il y a plus d'options pour l'intensification des cultures en raison du faible risque lié à la pluviométrie. Ceci

pêchent la mécanisation et l'utilisation des intrants. Les contraintes d'adoption des machines, des fertilisants et des semences sont essentiellement de nature économique et parfois structurelle. Le défi de l'agriculture africaine tient au fait qu'il s'agit d'une production et d'une distribution diffuses. Mal structurés, les réseaux de distribution d'intrants, de semences, la collecte des produits pour les acheminer vers les centres de consommation, souffrent d'un gros déficit d'organisation et de problèmes logistiques. On touche à la question du développement des chaînes de valeur et d'accès aux marchés pour les produits et les intrants. Par ailleurs, il est plus facile de signer un contrat avec un agriculteur capable de livrer 10.000 tonnes de blé qu'avec un petit exploitant. Encore une fois, c'est la transformation de tout le système agricole qui doit être visée.

“On ne peut pas produire que du maïs et du riz au motif que ce sont des aliments de base pour des millions de personnes en Afrique. Ce qui est vrai pour la finance, l'est aussi pour l'agriculture”.

dit, quelles que soient les conditions climatiques, les principes de base sont les mêmes. Mes arrière-grand oncles étaient petits agriculteurs du sud de la Belgique (la Gaume) et dans mes échanges avec les agriculteurs africains, je retrouve exactement les mêmes préoccupations que chez les petits exploitants agricoles belges : la commercialisation, le financement, le risque, etc. La prise de décision se trouve toujours au niveau des exploitants. La recherche vient en soutien en apportant des outils et des moyens d'améliorer les schémas de production. Et évidemment les politiques publiques agricoles (ou leur absence) influencent grandement les changements et les trajectoires de systèmes agraires.

AFRIMAG : À eux seuls, les progrès de la recherche ne peuvent pas impacter sensiblement les rendements agricoles en Afrique si la mécanisation et le bon usage des engrais ne suivent pas. Comment sortir de ces contraintes ?

Bruno Gérard : Il faut examiner les facteurs qui em-

AFRIMAG : En quoi l'Intelligence artificielle a-t-elle impacté l'approche de la recherche agronomique ?

Bruno Gérard : Ce sont des outils que nous utilisons de plus en plus. Au niveau de nos unités de recherche, nous bénéficions de l'intelligence artificielle en télédétection et traitement d'image, pour développer des outils d'aide à la décision... Plus globalement, l'intelligence artificielle nous aide à analyser les données scientifiques. Notre Collège travaille beaucoup sur des problématiques spatialisées et très variables dans le temps. Les outils d'intelligence artificielle et les algorithmes nous permettent de mieux appréhender les environnements, de suivre les cultures et les paramètres climatiques, etc. Et in fine, de sortir avec des recommandations les plus pertinentes pour les agriculteurs, les services de vulgarisation, et les décideurs. ▶

Entretien réalisé par Abashi Jeff. Shamamba



EFRAIM MESLET

Président de Mitrelli

Le Groupe Mitrelli sur tous les fronts en Afrique

A travers sa filiale spécialisée dans la sécurité alimentaire Agricultura, le groupe israélien Mitrelli, à l'expertise mondialement reconnue, est engagé dans plusieurs projets de transformation agricole sur le continent. Le plus spectaculaire est la gigantesque agropole qu'il réalise au Sénégal, un projet qui impactera 1,2 million de personnes ! En Angola, la société pilote le projet Samba Caju, une des vitrines de nouvelles ambitions du pays dans le domaine agricole. Dans cet entretien, Efraim Meslet, Président de Mitrelli, décrypte la stratégie de son groupe sur le continent.

AFRIMAG : Quelle première évaluation faites-vous de la mise en œuvre du projet de l'Agropole au Sénégal ? Et quelles sont les prochaines étapes ?

Efraim Meslet : Le Projet d'Agropole Ouest est l'un des projets phares du Plan Sénégal Emergent (PSE) 2035 et vise à augmenter de manière significative la production alimentaire et l'emploi dans le secteur agricole. Nous sommes particulièrement fiers de contribuer à la concrétisation de la vision du gouvernement et de développer ce projet révolutionnaire qui aura un impact à long terme sur l'autosuffisance alimentaire de la région et le bien-être de sa population. Ce projet aura un impact positif sur 400.000 Sénégalais directement et 1,2 million indirectement.

Le modèle Agropole est un modèle unique de zone agro-industrielle qui influencera la capacité à atteindre l'indépendance alimentaire. Ce projet intègre

avec succès les défis de la production agricole, de l'irrigation, de la mécanisation, de la formation, ainsi que de la recherche et du développement de produits agricoles, mais aussi, des filières avicoles, horticoles et ovines. La filiale du Groupe Mitrelli spécialisée en sécurité alimentaire, Agricultura, dispose du savoir-faire pour résoudre des problèmes complexes et créer un vaste impact grâce à des solutions sur mesure pour des défis complexes tels que l'environnement, la logistique et l'éducation.

Sur le terrain, les travaux préliminaires ont commencé et nous sommes en train de conclure les études environnementales nécessaires. Nous prévoyons de lancer la construction des bâtiments et des installations liées à l'eau au cours des prochains mois, afin de faire avancer le projet vers sa pleine réalisation. Cette initiative est un exemple concret de notre engagement envers le développement du

Des équipements de pointe et des solutions innovantes déployés dans l'agropole qu'aménage Mitrelli au Sénégal.

nable et l'amélioration des conditions de vie des populations sénégalaises.

En soutien, un écosystème de start-ups pour déployer les technologies les plus évoluées

AFRIMAG : Pourriez-vous décrire les programmes qui ciblent spécialement l'amélioration de rendements des cultures qu'abritera l'Agropole ?

Efraim Meslet : Dans l'Agropole, nous avons développé des programmes spécifiques axés sur l'amélioration des rendements des cultures. Notre approche met en avant la productivité agricole et l'efficacité de la production grâce à des technologies de pointe. Nous nous concentrons sur l'irrigation, les essais sur le terrain pour des traitements efficaces, et collaborons avec des start-ups pour utiliser les technologies les plus à la pointe. Nous travaillons également en partenariat avec les autorités locales de recherche agricole pour développer de nouvelles variétés de cultures améliorées, envisageant même la création d'un centre de recherche dédié. Notre objectif principal est d'accroître la productivité agricole de manière durable dans l'Agropole et au-delà.

AFRIMAG : Comment intégrez-vous le changement climatique dans vos projets ?

Efraim Meslet : Le changement climatique représente un défi majeur pour l'agriculture dans le monde et en Afrique, avec des températures en hausse, des précipitations plus intenses et des périodes de sécheresse prolongées. Pour relever efficacement ces défis, nous devons non seulement promouvoir la sensibilisation et l'éducation, mais également, gérer stratégiquement les ressources, préserver nos ressources forestières, mettre en œuvre une gestion intégrée des déchets et améliorer la réponse aux catastrophes naturelles et les mécanismes de soutien. Bien sûr, atteindre cela exige d'adopter des approches innovantes et prospectives dans la conception de nos projets et solutions.

Par exemple, dans notre récent projet en Angola, le projet Samba Caju, nous avons introduit l'irrigation sur des terres complètement vierges, où aucune infrastructure d'irrigation, de fertilisation ni d'électricité n'était disponible. Nous avons installé et mis en



Des employés dans un centre logistique intégré du groupe.

service 23 systèmes d'irrigation par pivot central, irrigant environ 1200 hectares de terres.

Aujourd'hui, nous atteignons des rendements potentiels remarquables pour le soja et le maïs dans une zone où aucune culture n'avait jamais été cultivée. Cette réalisation a été possible grâce à un système d'irrigation complexe, comprenant également un réservoir d'une capacité de 2 millions de mètres cubes. Il nous permet de maximiser cette superficie en combinant judicieusement les parcelles, les rotations de cultures et la saisonnalité, ce qui aurait été impossible sans cette infrastructure.

Une expérience originale en Angola et en Côte d'Ivoire

AFRIMAG : Quelles pistes de croissance voyez-vous sur le continent africain pour votre société ?

Efraim Meslet : Dans le domaine de la sécurité ali-

mentaire, l'Afrique dispose des ressources nécessaires pour devenir autosuffisante et même développer ses exportations. Environ 60 % des terres arables disponibles dans le monde se trouvent en Afrique, et plus de 50 % de la population est déjà impliquée dans des activités agricoles. Avec nos projets en cours et à venir dans différents pays, nous souhaitons accompagner les gouvernements pour développer ce potentiel, accroître les capacités et créer de nouveaux leviers de croissance économique.

Le continent africain est le continent qui connaît la croissance la plus rapide. Sa population devrait doubler d'ici 2050, avec 750 millions de jeunes, soit la moitié de la population mondiale des jeunes. Nous croyons fermement que l'avenir du monde est étroitement lié à l'avenir de l'Afrique. Le dynamisme de sa population crée des opportunités uniques, mais génère également des besoins croissants dans tous les secteurs. Depuis plus d'une décennie, le Groupe Mitrelli consacre l'intégralité de son activité en Afrique et développe des solutions holistiques à l'échelle nationale dans les domaines de la sécurité alimentaire, et également l'éducation, les soins de santé, la technologie et le logement. Nous sommes résolument engagés dans une collaboration étroite avec les gouvernements et les communautés locales pour garantir que nos initiatives contribuent de manière significative au développement à long terme de la région, en alignement avec les stratégies nationales, et autonomisant les talents locaux. Par exemple, en Côte d'Ivoire, nous avons récemment lancé un projet d'Agropark en collaboration avec le ministère de l'Agriculture pour soutenir le secteur de la mangue. Notre objectif est d'accroître la productivité, de stimuler les exportations, de réduire la détérioration des fruits et d'élargir les opportunités de commercialisation. Ce projet témoigne de notre engagement envers le développement durable et de notre vision d'un avenir prospère pour l'Afrique.

Une approche holistique dans la conception et la mise en œuvre des projets

AFRIMAG : Au moment où le monde fait face aux tensions sur le marché du blé, l'Afrique a ses céréales à valoriser. Comment Mitrelli pourrait intervenir pour accompagner un pays comme le Sénégal dans la culture du sorgho ?

Efraim Meslet : En effet, le monde, y compris l'Afrique, est actuellement confronté à une pénurie de blé, et il est essentiel d'explorer et de valoriser les cultures céréalières spécifiques à chaque région. Il est nécessaire d'innover dans l'irrigation, les semences, les engrais, la formation, etc. afin d'apporter des méthodologies éprouvées en Afrique et d'augmenter la productivité.

Nous mettons l'innovation au cœur de notre stratégie pour optimiser les rendements des cultures et améliorer l'efficacité de la production agricole. En utilisant des technologies de pointe et en concevant des solutions sur mesure, nous parvenons à maximiser les rendements des cultures, contribuant ainsi à une croissance durable tant pour les agriculteurs que pour les régions. Nous encourageons activement des pratiques agricoles durables, telles que l'agroforesterie, la diversification des cultures et la conservation des sols, qui revêtent une importance capitale pour assurer la sécurité alimentaire tout en préservant nos précieuses ressources naturelles. Pour soutenir le Sénégal dans la culture du sorgho, notre approche holistique inclurait la recherche de meilleures pratiques, des essais sur le terrain, une collaboration étroite avec les autorités locales et la création d'infrastructures de recherche agricole à long terme.

AFRIMAG : Comment utiliser moins d'eau moins d'intrants pour augmenter les rendements agricoles avec l'Intelligence artificielle ? Quelles sont ses limites ?

Efraim Meslet : L'intelligence artificielle (IA) offre des opportunités pour améliorer la productivité agricole tout en économisant les ressources, notamment dans la gestion de l'irrigation. Les systèmes d'irrigation intelligents surveillent les besoins en eau des cultures en temps réel et minimisent le gaspillage. Cependant, leur efficacité dépend de la disponibilité de bases de données spécifiques à l'agriculture, ce qui nécessite du temps et des ressources pour se développer. Malgré ces limites, l'IA jouera un rôle clé dans l'agriculture intelligente, contribuant à relever les défis liés au changement climatique et à la sécurité alimentaire. ▶

Entretien réalisé par A.J.S

DANIEL PINHASSI

Directeur Général de Green 2000

Mise à niveau de l'agriculture : Les petits «miracles» de Green 2000 en Afrique

Green 2000 est l'un des opérateurs israéliens de référence dans le domaine agricole avec une offre «clé en main» qui va de la planification à la mise en œuvre des projets agricoles. Active en Afrique depuis plusieurs années, la société pilote en Côte d'Ivoire, un réseau d'Unités autonomes d'exploitations où les petits agriculteurs implémentent les technologies les plus évoluées tout en améliorant leur capital-connaissances. Les domaines ciblés vont de variétés aux techniques de commercialisation. Les premiers résultats sont spectaculaires. Entretien exclusif avec Daniel Pihnassi, Directeur général de la filiale de Green 2000 en Côte d'Ivoire.

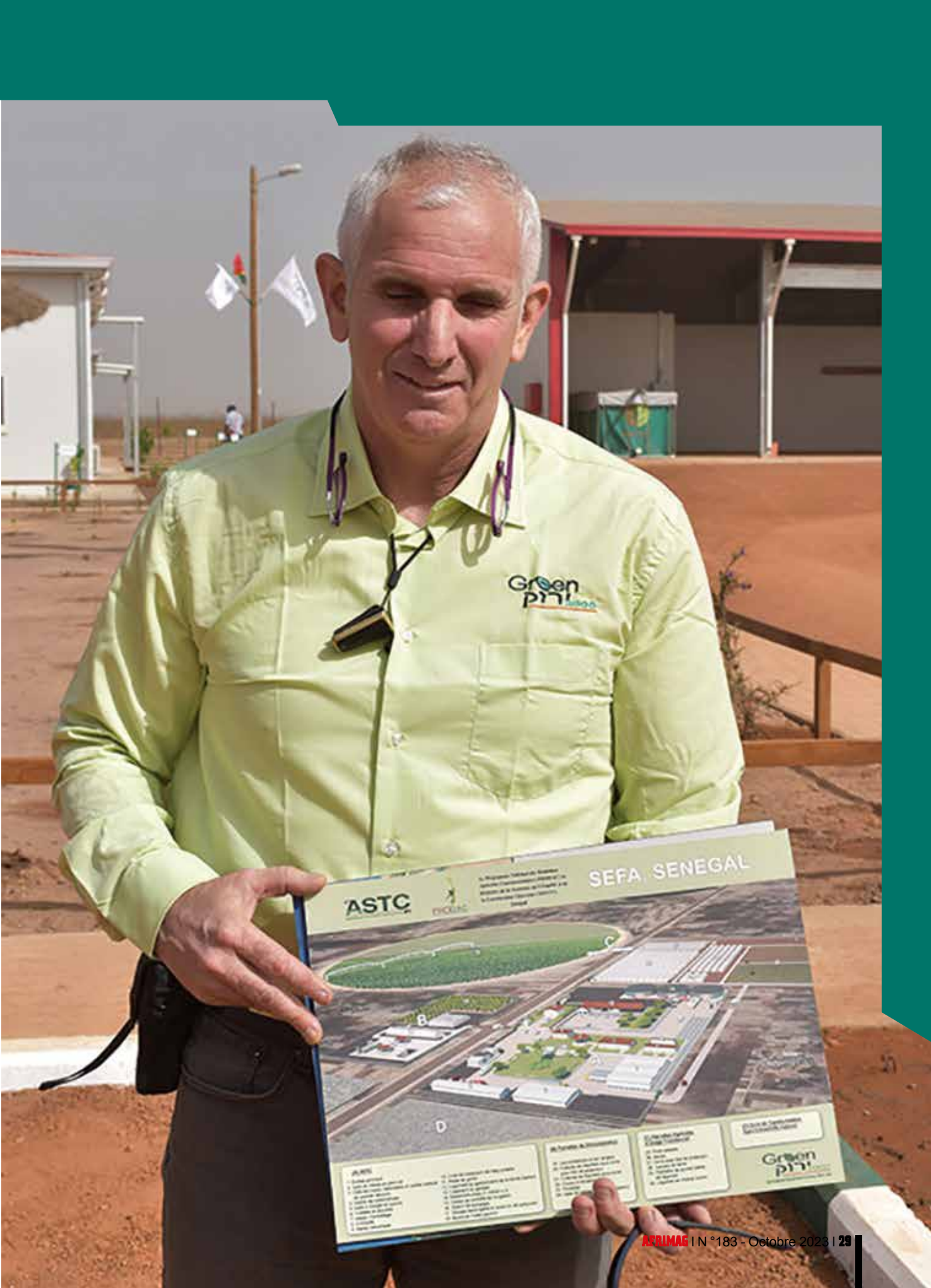
AFRIMAG : Quel est le premier bilan de la réalisation du projet ASTC piloté par votre société en Côte d'Ivoire ?

Daniel Pihnassi : La construction des projets en Côte d'Ivoire est achevée et les quatre ASTC sont déjà opérationnels. Dans chaque projet, à titre pilote, plusieurs dizaines de petits agriculteurs utilisent des technologies modernes d'irrigation et de culture (Unités Autonomes d'Exploitation - UAE), et deux projets éducatifs sont installés dans des écoles primaires. Evidemment, les communautés sont satisfaites des résultats impressionnants et des rendements nettement plus élevés. Il s'agit cependant

d'un projet à long terme. Nous gagnons la confiance des agriculteurs dès les premières saisons de production. Les petits agriculteurs se manifestent souvent après des années de promesses non tenues. Nous ne faisons pas de miracles ; nous changeons les méthodes de travail en formant les encadreurs locaux afin qu'ils assurent la formation des petits exploitants. C'est le seul moyen de garantir le transfert de connaissances vers les experts locaux et la pérennité des projets.

AFRIMAG : L'Angola apparaît comme un des pays-cible de votre entreprise. Quels sont les projets ini-

...



Green piri

ASTC



SEFA SENEGAL



- AES**
- 1. Stade principal
 - 2. Stade de réserve
 - 3. Centre de formation et de recherche sportive
 - 4. Centre de gestion et d'administration
 - 5. Centre de presse
 - 6. Centre de soins médicaux
 - 7. Centre de restauration
 - 8. Centre de logement
 - 9. Centre de stockage
 - 10. Centre de maintenance
 - 11. Centre de nettoyage
 - 12. Centre de sécurité
 - 13. Centre de communication
 - 14. Centre de gestion des déchets
 - 15. Centre de gestion des déchets
 - 16. Centre de gestion des déchets
 - 17. Centre de gestion des déchets
 - 18. Centre de gestion des déchets
 - 19. Centre de gestion des déchets
 - 20. Centre de gestion des déchets

- Le Centre National de Formation et de Recherche Sportive**
- 1. Centre de formation et de recherche sportive
 - 2. Centre de formation et de recherche sportive
 - 3. Centre de formation et de recherche sportive
 - 4. Centre de formation et de recherche sportive
 - 5. Centre de formation et de recherche sportive
 - 6. Centre de formation et de recherche sportive
 - 7. Centre de formation et de recherche sportive
 - 8. Centre de formation et de recherche sportive
 - 9. Centre de formation et de recherche sportive
 - 10. Centre de formation et de recherche sportive

- Le Centre National de Formation et de Recherche Sportive**
- 1. Centre de formation et de recherche sportive
 - 2. Centre de formation et de recherche sportive
 - 3. Centre de formation et de recherche sportive
 - 4. Centre de formation et de recherche sportive
 - 5. Centre de formation et de recherche sportive
 - 6. Centre de formation et de recherche sportive
 - 7. Centre de formation et de recherche sportive
 - 8. Centre de formation et de recherche sportive
 - 9. Centre de formation et de recherche sportive
 - 10. Centre de formation et de recherche sportive

Green piri



tiés dans ce pays et quelles sont vos ambitions sur ce marché ?

Daniel Pihnassi : Les projets en Angola figurent en effet parmi les premiers projets installés par Green2000 en Afrique immédiatement après la fin de la guerre civile, à l'époque de la période critique

tive produisent l'essentiel de la production agricole, y compris les exportations. Sur la plupart des marchés africains, la majeure partie de la population est directement impliquée dans l'agriculture. Pour les petits exploitants agricoles, le défi est principalement social et politique.

Dans les grandes puissances agricoles, 3% de la population sont employés dans l'agriculture. En Afrique, c'est plus de la moitié de la population..

de pénurie de produits agricoles en Angola. Les projets que nous avons lancés sont toujours opérationnels sous une gestion locale. La décision concernant les pays dans lesquels nous opérons est liée, entre autres, au niveau d'intérêt du client (l'Etat), notamment en ce qui concerne sa volonté d'investir dans une infrastructure publique pour soutenir les petits exploitants agricoles.

Dans les principaux exportateurs agricoles tels que l'Afrique du Sud, le Chili, l'Europe, les Etats-Unis, l'Australie et Israël, seuls 3 % de la population ac-

Un autre élément est le montage financier. Aujourd'hui, nous préférons nous présenter chez nos clients avec un montage financier attractif joint au projet. Bien que cela élargit le temps nécessaire jusqu'à la signature de l'accord avec le client, il permet de raccourcir le temps de mise en œuvre du projet et garantit à Green2000 de ne pas être entraîné dans des pertes inattendues dues à des difficultés de paiement.

AFRIMAG : Que change dans votre approche, la

contrainte liée à la transition climatique ?

Daniel Pihnassi : L'ASTC améliore considérablement les connaissances et les services des agriculteurs. Grâce à l'ASTC, ils apprennent à utiliser de nouvelles variétés, la fertilisation, les méthodes de travail modernes, la mécanisation et à améliorer l'accès aux marchés pour garantir à la fois des rendements et une rentabilité plus élevées.

À l'ère des changements climatiques, les petits exploitants agricoles sont particulièrement sensibles

en Afrique acquièrent beaucoup de connaissances et d'expériences pouvant être utilisées par les petits exploitants agricoles. La principale difficulté réside dans l'intériorisation de ces connaissances principalement parce que les petits exploitants agricoles craignent les changements. L'ASTC est conçu pour transférer des connaissances sur les nouvelles variétés et technologies. Tout d'abord, des tests et démonstrations au sein de la parcelle de démonstration de l'ASTC, puis une internalisation progressive

«A l'ère des changements climatiques, les petits exploitants agricoles sont particulièrement sensibles et sont constamment menacés par les dommages dus à la sécheresse et aux catastrophes naturelles».

et sont constamment menacés par les dommages dus à la sécheresse et aux catastrophes naturelles. Dans un tel contexte, les agriculteurs, en particulier les petits exploitants agricoles, ne peuvent guère continuer à compter uniquement sur l'agriculture pluviale ; il faut y ajouter l'agriculture irriguée et les cultures protégées. Le défi ne concerne pas seulement la quantité de pluie, mais aussi la répartition des pluies tout au long de la saison et la gestion des événements extrêmes. C'est pourquoi nous insistons sur le fait qu'une partie de l'activité des petits agriculteurs avec lesquels nous travaillons repose sur l'irrigation et les serres.

Green2000 a développé plusieurs modèles d'Unités Autonomes d'Exploitation - UAE permettant aux petits exploitants agricoles une meilleure diversification et une meilleure production tout au long de l'année. L'UAE propose une irrigation goutte à goutte et une culture sous serre utilisant l'énergie solaire. Dans le même temps, Green2000 a également développé des modèles d'UAE supplémentaires pour la production moderne de volaille, de poisson et de grandes cultures par les petits exploitants agricoles.

AFRIMAG : Envisagez-vous des partenariats avec des institutions de recherche agronomique en Afrique ? Si oui, en quoi consistent-ils exactement ?

Daniel Pihnassi : L'ASTC ouvre diverses possibilités de coopération, entre autres avec des centres de recherche et de développement. Les centres de R&D

auprès des agriculteurs. Green2000 entretient également des relations à long terme avec les principaux centres de R&D en Israël et des experts agricoles du monde entier. ▀

Entretien réalisé par A.J.S



Présidentielle RDC **La route balisée pour Tshisekedi**

La majorité au pouvoir à Kinshasa a officiellement désigné son candidat pour la présidentielle de décembre 2023. Félix Tshisekedi a été unanimement plébiscité hier dimanche 1er octobre lors d'une grande manifestation organisée par l'Union sacrée, la coalition qui soutient le chef de l'Etat.

La présidence de ce congrès a été assurée par Christophe Mbo-so, président de l'Assemblée nationale. Félix Tshisekedi élargit davantage ses soutiens et confirme ses intentions pour ce scrutin. La cérémonie de ce dimanche 1er octobre revêtait un caractère purement symbolique, tant il n'y avait aucun suspense. L'UDPS, le parti de Félix Tshisekedi (ndlr : fondé par son père Etienne Tshisekedi), avait déjà porté son choix en faveur de Félix Tshisekedi. Les partis membres de l'Union sacrée de la nation avaient aussi fait de même dans leurs congrès.

Jean-Pierre Bemba, Vice-premier ministre et ministre de la Défense par exemple, avait annoncé la veille samedi qu'il n'avait pas l'intention de se présenter, marquant ainsi son soutien sans réserve à Félix Tshisekedi. Il s'efface ainsi en faveur de l'actuel Président, marquant un contraste avec ses intentions en 2018. Pour sa part, Vital Kamerhe, ministre de l'Economie et Président de l'UNC, s'était déjà prononcé dès mi-août, soulignant « qu'il était essentiel d'équilibrer les ambitions person-



nelles avec l'intérêt du groupe.» D'autres figures politiques de premier plan, telles que Bahati Lukwebo, Président du Sénat, et Mbo-so Nkodia, Président de l'Assemblée nationale, ont également apporté leur soutien inconditionnel à Félix Tshisekedi.

Le rapport du congrès, rendu public dimanche, a confirmé l'engagement de tous les membres de l'Union sacrée à soutenir le

candidat désigné avant, pendant et après son éventuelle élection. Conformément à sa charte, tous se sont également engagés à s'abstenir de toute «initiative susceptible de compromettre la réalisation de la vision et de l'action politique de la Haute autorité politique», à savoir Félix Tshisekedi. Mais la promesse n'engage que celui qui y croit. ▶

Par AJS

Maroc "The Voice of Africa", du 10 au 14 octobre à l'UM6P

"The Voice of Africa", un cycle de conférences et de rencontres traitant des enjeux majeurs pour le Continent africain, se tiendra du 10 au 14 octobre prochain au campus de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) à Benguérir au Maroc. Prévu en marge des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI), cet événement majeur destiné à porter la voix de l'Afrique, verra la participation d'un aréopage de dirigeants, de scientifiques et d'économistes de premier plan, indique un communiqué de l'UM6P.

Cet événement, poursuit la même source, traitera des enjeux cruciaux pour le Continent africain, tels que «la sécurité alimentaire», «le développement durable» ou encore «l'entrepreneuriat en Afrique.» "The Voice of Africa" vise à mettre en évidence les défis africains devant une audience nationale et internationale, ajoute la même source, notant que l'UM6P, en tant qu'écosystème de développement global axé sur la connaissance, l'excellence, la recherche et l'innovation, saisit cette opportunité pour porter la voix de l'Afrique sur des enjeux cruciaux pour le développement du continent. Parmi ces enjeux, explique l'UM6P, figurent la sécurité alimentaire, en envisageant une agriculture à faible empreinte carbone, la durabilité en positionnant l'Afrique en tant que pourvoyeur de solutions énergétiques durables, et l'entrepreneuriat



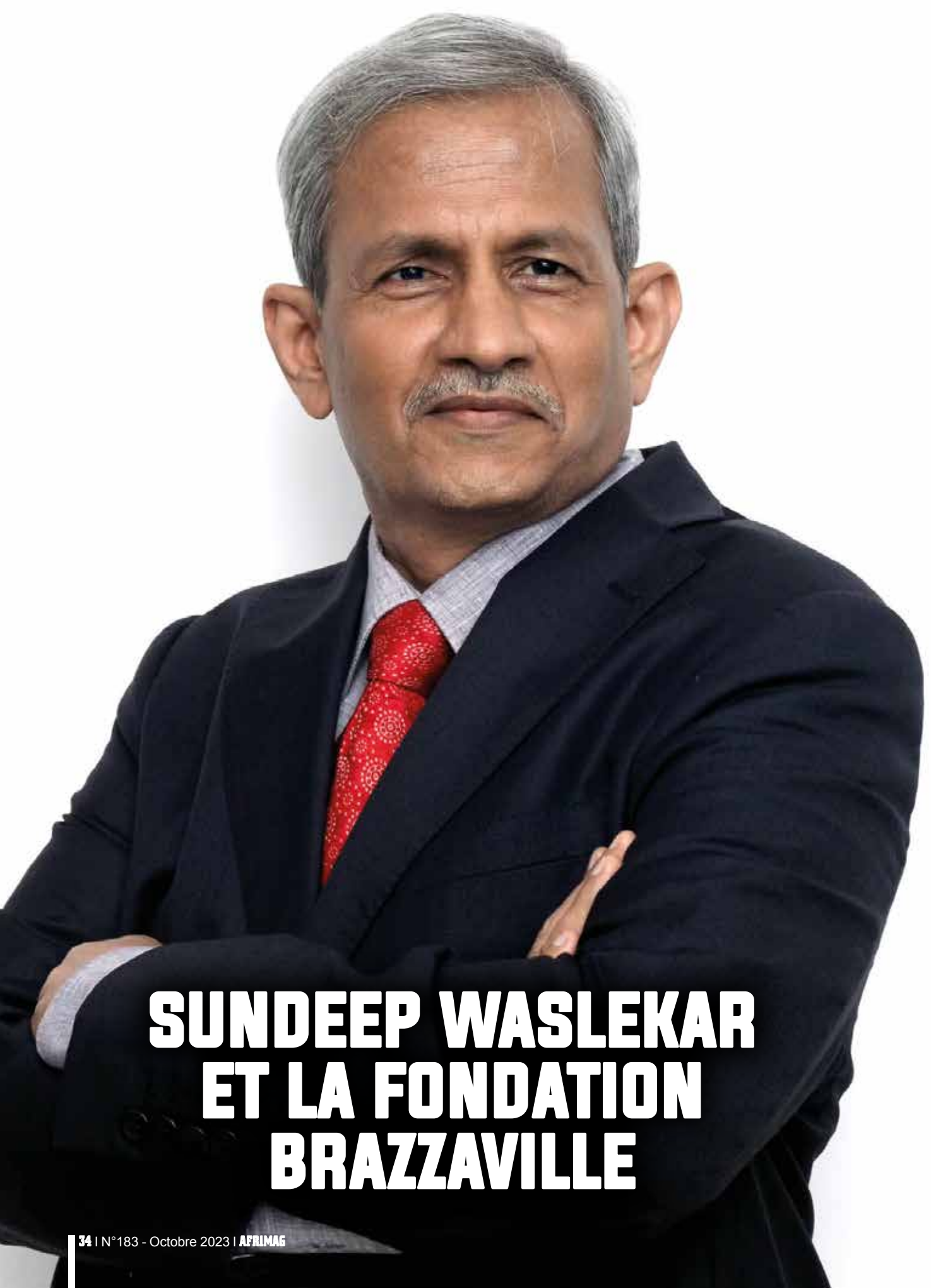
en créant un écosystème fertile destiné aux entrepreneurs innovants et en apportant les financements nécessaires à son développement. Et la même source de poursuivre que le programme «The Voice Of Africa» comprend également des journées thématiques consacrées aux industries culturelles et créatives, ainsi qu'à la diaspora africaine, notant que cet événement est accessible non seulement aux participants des assemblées annuelles du groupe de la Banque mondiale et du FMI, mais aussi au grand public, national et

international. «L'événement réunira des personnalités éminentes, notamment Rattan Lal, lauréat du prix Nobel de la paix et du prix mondial de l'alimentation, reconnu pour ses recherches sur les sols et la sécurité alimentaire, Jacques Attali, économiste et écrivain de renom, Daniel Nahon, expert en pédologie, Alpha Barry, PDG d'Atos Afrique, et Silvia Massruh, Présidente de l'entreprise EMBRAPA, engagée dans l'amélioration de l'agriculture et de la durabilité environnementale», lit-on dans le communiqué. A l'occasion de cet événement, l'UM6P ouvrira

les portes de son village de solutions, une plateforme présentant les innovations technologiques les plus avancées, en particulier celles ayant un impact significatif sur le secteur agricole africain, tient à préciser ladite Université.

Les échanges durant «The Voice of Africa» permettront d'inscrire les défis africains à l'agenda des négociations internationales dans le cadre des assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du FMI qui se tiennent à Marrakech du 9 au 15 octobre, rappelle la même source, faisant savoir que l'UM6P vise également à travers ces conférences, à apporter sa contribution dans les discussions relatives à l'agenda 2063 de l'Union africaine. ▶

Par la rédaction



**SUNDEEP WASLEKAR
ET LA FONDATION
BRAZZAVILLE**

Grand

Entretien

«Développer une gouvernance pour la paix sur le continent africain»

Est-il vraiment nécessaire de présenter Sundeep Waslekar ? Cet universitaire indien, diplômé de l'Université de Mumbai et du prestigieux Saint John's College d'Oxford, est un spécialiste des relations internationales, des systèmes de gouvernance et des politiques de changement pacifique. Directement ou à travers son think tank «Strategic Foresight Group», il a conseillé de nombreux gouvernements, le Parlement européen et même les Nations-Unies et leur Conseil de sécurité. Il est aussi membre du conseil consultatif de la Fondation Brazzaville. Ses réflexions, initialement centrées sur l'évolution du conflit entre l'Inde et le Pakistan, englobent aujourd'hui tous les «points chauds» dans le monde, guerre en Ukraine, conflits africains ou moyen-orientaux.

Avec quatre prix Nobel (l'Égyptien Mohamed el-Baradei, la Libérienne Leymah Gbowee, le Congolais Denis Mukwege et l'Américaine Jody Williams) il est signataire du Manifeste Normandie pour la Paix.

En plus de son rapport aux Nations Unies sur le coût des conflits au Moyen-Orient, il est l'auteur de plusieurs livres. A l'occasion de la sortie de la version française de son dernier ouvrage «A World Without War - The History, Politics and Resolution of Conflicts», il nous a accordé une interview.

Il y reprend l'exemple des actions de la Fondation Brazzaville et l'urgence d'une gouvernance de l'eau, ainsi que les différents risques de conflit sur le continent africain.

AFRIMAG : Vous venez de publier aux éditions du CNRS «Entre Guerre et Paix - Histoire et politique des conflits dans le monde», la traduction de «A World Without War». Cet ouvrage fait penser aux prophéties du philosophe et géo-politologue majeur

français du 20e siècle Raymond Aron, annoncées dans son livre : «Paix et guerre entre les nations» paru en 1962. Plus de 60 ans après, avec vos propres convictions contenues dans votre livre, quelle analyse en faites-vous à l'heure du conflit

...

Grand

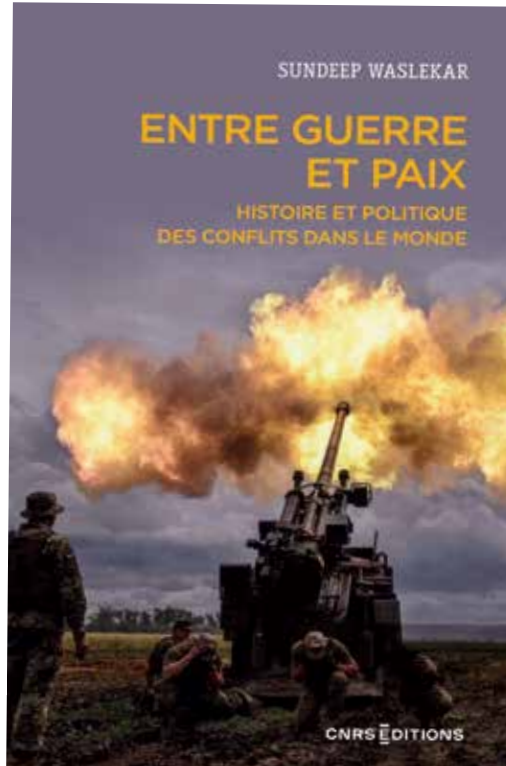
Entretien

russo-ukrainien via la main invisible de l'Occident ?

Sundeep Waslekar : Raymond Aron a souligné que la guerre était un facteur essentiel dans la conduite des relations internationales dans son célèbre ouvrage sur la guerre et la paix publié en 1962. Quelques années auparavant, Bertrand Russell et Albert Einstein avaient publié en 1955 un manifeste, signé par plusieurs lauréats du prix Nobel, appelant à renoncer à la guerre. Selon Russell et Einstein, l'alternative serait la fin de la race humaine à cause des armes thermonucléaires. La guerre persiste sans interruption depuis plus de 2500 ans. Elle peut caractériser le système des relations internationales jusqu'à la fin de la civilisation humaine. Le défi le plus important auquel la civilisation humaine est confrontée est qu'elle pourrait en effet prendre fin dans quelques années si une guerre nucléaire mondiale avait lieu. La conjonction entre l'intelligence artificielle, la cyber technologie et les armes nucléaires a créé la possibilité d'une guerre catastrophique par intention, incident ou accident.

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies - la Chine, la France, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis - se sont engagés conjointement à ne pas utiliser d'armes nucléaires le 3 janvier 2022. Deux mois plus tard, la Russie a envahi l'Ukraine et annoncé qu'elle plaçait ses armes nucléaires en état d'alerte maximale. Le

“Les crises de l'eau ont commencé, il faut donc une «paix bleue»”.



chemin menant à la guerre en Ukraine a été complexe. Si l'Ukraine avait adopté une véritable neutralité, renoncé à l'option d'adhérer à l'OTAN et mis en œuvre les accords de Minsk accordant l'autonomie au Donbas, la Russie n'aurait peut-être pas envahi l'Ukraine. Cependant, les analystes occidentaux ne sont pas d'accord et pensent que Poutine aurait de toute façon attaqué l'Ukraine dans la poursuite de ses ambitions impériales. Le risque que la guerre en Ukraine ne dégénère en catastrophe nucléaire n'est pas très élevé, mais il ne peut être exclu.

Il existe également d'autres points chauds dans le monde. À l'avenir, une crise dans le détroit de Taïwan, dans la péninsule coréenne, entre l'Inde et le Pakistan ou au Moyen-Orient pourrait dégénérer en une guerre nucléaire mondiale. Dans le film "Oppenheimer" de Christopher Nolan, Oppenheimer et Einstein concluent que la chaîne d'événements menant à la destruction du monde a déjà été actionnée.

AFRIMAG : Tous les experts nous disent que nous sommes dans un monde dangereux où la possession du nucléaire est devenue l'«assurance-vie.» La Corée du Nord se permet même de faire un pied de nez aux États-Unis sans conséquence majeure. N'est-ce pas une erreur de la part de l'Ukraine d'avoir renoncé à ses armes non conventionnelles ?

Sundeep Waslekar : Il est faux de croire que les armes nucléaires constituent une assurance-vie. Au cours des 75 dernières années, le monde a frôlé à de nombreuses reprises une guerre nucléaire accidentelle, qui aurait pu avoir lieu. Plus les pays possèdent d'armes nucléaires, plus le risque

de suicide collectif est grand. Lorsque l'Ukraine a renoncé à ses armes nucléaires, son intégrité territoriale et sa souveraineté ont été garanties par le P-5 (Chine, France, Russie, Royaume-Uni, États-Unis) dans un accord signé en 1994. Lorsque la Russie a annexé la Crimée en 2014, cet accord a été violé. Il incombait aux quatre autres signataires du traité d'exercer une forte pression diplomatique, politique et économique sur la Russie pour qu'elle prenne l'initiative d'une discussion sur l'avenir de l'Ukraine. Cela n'a pas été fait et la Russie s'est enhardie à attaquer l'Ukraine en 2022. L'échec politique des pays du P-5 à honorer et à chercher à honorer la souveraineté de l'Ukraine ne peut servir d'excuse pour justifier la possession d'armes nucléaires.

L'Inde possède des armes nucléaires, mais cela n'a pas empêché le Pakistan de l'attaquer en 1999, lors de la guerre de Kargil, et de continuer à le faire par procuration. Israël possède des armes nucléaires mais n'a pas empêché les Palestiniens de lancer l'Intifada. Les États-Unis disposent

“Des risques de guerre nucléaire mondiale naissant en Asie ou au Moyen-Orient”.

d'armes nucléaires, mais Al-Qaïda les a attaqués en 2001. Les armes nucléaires n'empêchent pas une attaque. Les États-Unis ne lanceront pas d'attaque nucléaire contre la Corée du Nord, même si celle-ci ne possède pas d'armes nucléaires, en raison des retombées sur la Corée du Sud, le Japon et la Chine. Toutefois, la Corée du Nord peut lancer une attaque sur la côte ouest des États-Unis si elle soupçonne qu'elle sera attaquée. Les armes nucléaires nord-coréennes ne lui apportent aucune sécurité, mais elles compromettent la sécurité des États-Unis.

Dans le monde réel, il n'est pas réaliste qu'un pays renonce à ses armes nucléaires. Le monde a besoin d'un accord multilatéral pour l'élimination progressive de toutes les armes de destruction massive par tous les pays.

AFRIMAG : L'Afrique du Sud également en renonçant à sa bombe atomique héritée de l'apartheid doit se mordre les doigts aujourd'hui. L'arme atomique et sa puissance industrielle auraient pu lui servir aujourd'hui d'outil de négociation à tous les

niveaux pour mieux se positionner sur le plan géostratégique. N'est-ce pas ?

Sundeep Waslekar : La Corée du Nord et le Pakistan possèdent des armes nucléaires. Quelle force de négociation ont-ils ? Sont-ils en mesure d'utiliser ces armes pour obtenir des avantages pour leur pays ? Israël possède des armes nucléaires. A-t-il été en mesure de procurer un sentiment de sécurité à ses citoyens ? Si l'Afrique du Sud disposait d'armes nucléaires, que pourrait-elle gagner ? Si l'Afrique du Sud veut acquérir une importance géostratégique, elle doit devenir une superpuissance économique. Si elle est économiquement forte et socialement cohésive, la question des armes nucléaires n'a plus lieu d'être.

Le Sahel est devenu une zone d'influence stratégique pour plusieurs puissances étrangères, notamment américaine, russe, française ...Comment l'expliquez-vous ?

Sundeep Waslekar : Les États-Unis, la Russie, la France et les autres grandes puissances sont toujours à la recherche de nouvelles zones à conquérir et de nouvelles ressources à contrôler. Leur avidité n'a pas de limite. Au cours des siècles précédents, il s'agissait de colonisation en termes de territoires. Aujourd'hui, il s'agit de la colonisation par d'autres moyens.

Le principal problème se situe au niveau de la structure de gouvernance mondiale. Le Conseil de sécurité des Nations unies n'a aucun moyen de résoudre un conflit ou de faire face à une agression impliquant les États du P5. La Cour internationale de justice n'est pas non plus conçue pour traiter les conflits et les agressions des États du P5. Nous avons besoin d'une révision complète du système de gouvernance mondiale pour garantir que le Sahel, mais aussi d'autres régions du monde comme le Moyen-Orient, ne soient pas utilisés comme terrains de jeu par les grandes puissances.

AFRIMAG : De la guerre en Ukraine et son impact sur les prix des denrées alimentaires de base à l'instabilité chronique dans la zone sahélo-saharienne, quelles pourraient être les conséquences pour l'Afrique à moyen et long terme ?

Sundeep Waslekar : L'Afrique a réalisé un exploit extraordinaire en s'affranchissant des guerres entre pays, puisque la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée a pris fin il y a quelques années. Par ailleurs, il n'y a pas de guerres interétatiques en Afrique. Par contre, il y a beaucoup de conflits intra-étatiques ou domestiques en Afrique qui sont violents. L'Afrique a dit adieu aux guerres, mais pas

...

Grand

Entretien

aux armes et aux effusions de sang. Les sociétés et les structures politiques africaines restent fragiles. La crise de la sécurité alimentaire provoquée par la guerre en Ukraine ne peut qu'aggraver la fragilité des sociétés africaines. Cela augmentera l'instabilité sociale, les conflits internes et certains d'entre eux se propageront au-delà des frontières. L'Afrique pourrait renouer avec les guerres. La crise de la sécurité alimentaire doit être considérée dans le contexte plus large de ce qu'elle signifie pour l'avenir de l'État et de la société, en plus des problèmes humanitaires de la faim, de la nutrition, de la santé et de l'environnement. Nous devons repenser la manière dont le monde est gouverné. Le monde dépense chaque année 2000 milliards de dollars en armements. Nous devons nous efforcer de réduire les dépenses militaires et

“L'OMVS ou le Grand Barrage de la Renaissance ? Coopération ou affrontements ?”.

de les réorienter progressivement vers des biens communs mondiaux tels que la santé, la faim et le climat. Nous avons besoin d'un nouveau contrat social mondial.

AFRIMAG : Quelles réponses une organisation comme la Fondation Brazzaville peut-elle apporter à ces crises protéiformes que le monde vit présentement pour essayer d'aligner les positions des uns et des autres ?

Sundeep Waslekar : L'objectif de la Fondation Brazzaville est de résoudre les conflits et de construire la paix, avec un accent particulier sur l'Afrique. Outre la diplomatie officielle entre les États, il est nécessaire de mettre en place une diplomatie "Track 2", autrement dite "diplomatie parallèle" ou "non officielle", facilitée par les acteurs de la société civile. Ce type de diplomatie consiste

à réunir les parties autour d'une table de manière non contraignante et informelle. La nature non contraignante et informelle du dialogue incite les représentants des parties en conflit à se rencontrer pour explorer les solutions possibles et les voies de sortie du conflit. Il peut produire des résultats. La flexibilité offerte par la diplomatie "Track 2" n'est pas possible dans la diplomatie officielle où les parties ont tendance à adopter des positions rigides puisqu'elles sont liées par leurs paroles. Cela peut conduire à une impasse.

Une fois que cette diplomatie montre une issue à un conflit donné, il est nécessaire que les acteurs politiques, tels que les chefs de gouvernement, se réunissent pour évaluer les options et parvenir à des accords. La Fondation Brazzaville est l'un des principaux représentants de ce type de diplomatie. Elle offre aux parties un lieu sûr pour se rencontrer, un terrain neutre pour explorer des solutions. Elle entreprend des consultations préparatoires. Elle est en mesure de le faire parce que, d'une part, elle est une entité non gouvernementale et donc libre des obligations de l'État. D'autre part, son conseil consultatif compte de nombreux membres éminents qui jouissent d'une grande crédibilité. Le président et le directeur disposent d'une longue expérience et de l'expertise nécessaire pour mener à bien les processus de la diplomatie "Track 2". La Fondation utilise ce type de diplomatie pour dégager un consensus non seulement sur des questions politiques difficiles, mais aussi sur des questions de santé et d'environnement. Le monde a besoin de nombreuses institutions comme la Fondation Brazzaville.

AFRIMAG : D'autres crises se dessinent à l'horizon comme celle de l'eau. Le Grand barrage de la Renaissance en Éthiopie crée des crispations entre pays riverains du Nil dans la Corne de l'Afrique. Que faire pour que l'Eau soit un bien de rapprochement et non de conflit aux conséquences incalculables ?

Sundeep Waslekar : Il y a quelques années, j'ai développé un concept appelé "Blue Peace", la "paix bleue", qui consiste à transformer l'eau d'une source de conflit en un instrument de paix. Pour parvenir à une telle transformation, il est nécessaire de mettre en place des organisations de bassin



fluvial qui ont le pouvoir de gérer les ressources en eau de manière intégrée. Deuxièmement, il est nécessaire que les chefs d'État et les ministres d'un bassin soient impliqués. Troisièmement, les pays du bassin doivent travailler ensemble pour attirer des milliards de dollars d'investissements dans la "gestion conjointe" des barrages, de l'irrigation et du transport de l'eau.

L'Afrique possède les meilleurs et les pires exemples de coopération transfrontalière dans le domaine

“Les pays des bassins de la Gambie, du Niger et de la Volta suivent déjà l'exemple de l'OMVS”.

de l'eau. L'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), créée par le Sénégal, le Mali, la Mauritanie et la Guinée, gère les rivières, les barrages et d'autres infrastructures en collaboration. Il n'y a pas de conflits. En fait, l'OMVS est un canal parfois utilisé pour résoudre les conflits politiques. En effet, l'OMVS suit la formule de la paix bleue, à savoir un organisme de bassin fluvial, guidé par les

chefs de gouvernement et engagé dans de grands projets de développement. En revanche, il n'existe pas de coopération de ce type entre l'Éthiopie, le Soudan et l'Égypte, pays riverains du Nil Bleu. En conséquence, l'Éthiopie a construit son propre barrage, le Grand barrage de la Renaissance, dont l'Égypte craint qu'il ne soit utilisé pour réguler le débit du Nil vers l'Égypte. Les pays de la Corne de l'Afrique ont un besoin urgent de tirer des leçons des meilleures pratiques de l'OMVS. Les pays des bassins de la Gambie, du Niger et de la Volta suivent déjà l'exemple de l'OMVS. L'Union africaine peut prendre l'initiative de créer un laboratoire de coopération dans le domaine de l'eau à Dakar, avec l'aide du Programme des Nations unies pour le développement et du Fonds pour l'environnement mondial. Ce laboratoire pourrait servir d'inspiration aux pays du bassin du Nil et à d'autres pays d'Afrique. La Fondation Brazzaville peut soutenir un tel processus en facilitant la diplomatie "Track 2" entre les pays des bassins fluviaux partagés. ▶

Propos recueillis par Anthioumane D. Tandia

Mauritanie Le Pacte de la discorde

Le Pacte Républicain a bien été paraphé, jeudi 21 septembre 2023, par ses «parrains» : le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, le parti au pouvoir, El Insaf, le Rassemblement des forces démocratiques (Rfd), d'Ahmed Ould Daddah et l'Union des forces de progrès (Ufp) de Mohamed Ould Maouloud.

L'accord quadripartite a fait les choux gras de la presse et des discussions de salon avant et après la signature d'un «Pacte républicain» que plusieurs hommes politiques, de la majorité et de l'opposition, jugent hors saison ! Cependant, l'accord n'a réellement pas révélé tous ses secrets. D'aucuns parlent même d'agenda caché. D'agendas cachés, oui. Car la seule certitude est que les signataires auront du mal à prouver le caractère «Républicain» d'un Pacte dont la viabilité dépend de la recherche d'un consensus politique national loin d'être acquis.

La vraie opposition autour du Frud de Diop Tidiane et le Tawassoul monte en force et inquiète

L'autre question que posent les observateurs est liée à l'intérêt que cherchent deux partis décadents, le Rfd et l'Ufp, sortis bredouilles d'élections organisées il y a à peine trois mois ? L'éter-

nel recommencement ? Et si, demain, d'autres partis, en perte de vitesse, proposaient un autre accord ?

«La démocratie n'est pas un jeu trouble où il faut tout remettre en cause pour satisfaire les caprices de partis politiques qui refusent de reconnaître les mutations en cours», avait dit un opposant dénonçant un accord fait «à la carte» pour sauver, apparemment, deux vieilles formations politiques dont la survie est nécessaire comme pendant à l'opposition qui monte en force composée des islamistes de Tawassoul - qui vient de conserver le statut de chef de file de l'opposition démocratique - du Frud de Diop Tidjane en train de concurrencer sérieusement, dans le milieu négro-mauritanien, l'AJD/MR du député Ibrahima Moctar Sarr et le parti RAG (non reconnu) du leader antiesclavagiste Biram Dah Abeid. Ces partis qui dénoncent un Pacte négocié au nom de l'opposition par des formations non représentées à l'Assemblée nationale rappellent que le rapport de forces est

résultat de ce que les électeurs ont décidé en fonction des programmes et des hommes qui aspirent à accéder au pouvoir, pas des «convenances» d'un pouvoir qui choisit l'opposition qui lui convienne !

Il faut comprendre aussi que la démocratie ne peut être ramenée à l'organisation d'élections coûteuses et, souvent inutiles et incertaines. Des milliards d'ouguiyas dépensées pour le résultat que l'on sait : une assemblée nationale composée aux 4/5 de députés godillots ne faisant qu'approuver les décisions souvent peu avisées d'un gouvernement dont l'agenda est clairement lié à la réélection, en 2024, du président Ghazouani. Des conseils municipaux et régionaux aux pieds et mains liés par le transfert de compétences sans les moyens financiers qui vont avec. Vus sous les aspects évoqués si dessus, le "Pacte Républicain" est un montage politique aux contours flous. C'est une opération de "sauvetage", un accommodement par lequel le pouvoir, à travers le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation,

cherche, apparemment, à rendre service à une certaine opposition, celle qui accepte de jouer le rôle de ce que Boydiel Ould Houmeid appelait, au temps de son parti Al Wiam, une "opposition responsable" !

La responsabilité du pouvoir

Nul doute que dans ce qui se joue derrière les coulisses, la responsabilité du pouvoir est grande. Si les "vertus" du diviser pour régner sont à l'avantage du gouvernement et de son bras politique, le parti El Insaf, il faut aussi reconnaître que c'est la majorité qui supporte la critique d'un accord dont l'utilité est loin d'être évidente.

Pour beaucoup, c'est une fuite en avant. Pressé par les problèmes de toutes sortes, le gouvernement cherche à gagner du temps, à détourner les regards de plus en plus braqués sur une situation économique et sociale critique.

Les citoyens se soucient plus de la situation économique du pays que de savoir qui gouvernera le pays en 2024 ou si l'Assemblée nationale sera dissoute ou pas au terme de ce nouvel accord ! Avec la détérioration constante du pouvoir d'achat et les perspectives sombres d'une conjoncture internationale dominée par la guerre Russie-Ukraine ainsi que par la résurgence des coups d'état en Afrique, la politique passe au second plan. Les questions de survie dominent les débats. Celles de la ruée de la jeunesse vers l'Amérique font partie du quotidien des Mauritaniens. Elles inquiètent d'autant plus que ce ne sont plus seulement les jeunes chômeurs qui «sautent le Mur» mais des fonctionnaires et agents de l'Etat qui choisissent l'exil économique soudoyés par les informations



qui arrivent des USA et qui, malgré quelques drames, continuent à faire miroiter le rêve américain pour des milliers de jeunes. Le Pacte républicain, vues toutes ces raisons, est donc un «machin» de plus qui permettra à des formations en perte de vitesse de remettre le pied à l'étrier et de bousculer, sur l'arène politique ; des partis émergents qui ont trouvé une nouvelle stratégie pour consolider leurs bases électorales. Parce qu'il ne perd rien dans cette affaire, le pouvoir joue le jeu et se présente comme le maître de cérémonie d'un mélodrame politique dont le succès dépend, quoi qu'on dise, de l'adhésion des formations de l'opposition qui comptent (Tawassoul, Frud, Sawab-Rag, AJD/MR) mais également des autres partis de la majorité qui avaient contesté fortement les résultats des dernières élections et refusent, de plus en plus, le diktat du parti El Insaf.

L'accord signé n'est donc que le début d'un nouveau processus qui engage la classe politique dans la course à la Présidentielle de 2024. La carte politique actuelle est appelée à changer en fonction des positionnements

et négociations dont une bonne partie se déroulent de manière sous-terrain. Si la discipline, au sein de la majorité, est garantie par la parole donnée par le président Ghazouani à Ahmed Ould Daddah et Mohamed Ould Maouloud, «négociateurs en chef» pour l'établissement de ce nouveau Pacte Républicain, au sein de l'opposition, les adhésions dépendent de la nature des «pertes et profits» que chaque parti pourra entrevoir dans un accord qu'il n'aura pas élaboré ! Autant dire que c'est loin d'être gagné d'avance !

Il faut sans doute aussi reconnaître que l'opposition est en train de s'autodétruire. Celle qui prend langue avec le pouvoir, pour trouver un compromis, est déjà accusée de compromission ! On lui reproche, à tort ou à raison, de n'avoir pas d'abord pris langue avec les autres formations de l'opposition pour discuter de l'attitude à prendre et se mettre d'accord sur les questions qui occupent - et préoccupent - l'opinion publique nationale et qui sont loin des enjeux électoraux passés ou à venir. ▶

Par Snelba Mohamed

Aérien

Les attentes contradictoires des populations

Il ne fait pas bon être ministre des Transports, en charge entre autres de l'aérien, et ce dans la plupart des pays. Ils ont pour mission à la fois de réguler cette activité et de donner satisfaction à leurs électeurs, tout au moins dans les pays démocratiques. Or cela revient à résoudre la quadrature du cercle.

Je note d'ailleurs que l'attitude des populations est différente selon l'état d'avancement économique des pays. Les occidentaux ont un long passé dans le transport aérien et ils ne sont plus émerveillés par les possibilités de ce mode de transport, ce qui n'est pas le cas du reste du monde, venu un peu plus tard dans cette activité.

Moins de pollution sonore et visuelle, moins de production de CO₂, mais un accès facile au transport aérien avec des prix de plus en plus bas, tout en demandant aux compagnies aériennes de ne jamais faire faillite et aux constructeurs de produire des appareils d'une totale fiabilité, le tout dans une gestion de l'espace aérien sans défaut, comment en face de ce qu'il faut bien appeler des exigences, arriver à trouver les bons compromis, car c'est bien cela dont il s'agit. C'est la tâche des ministres et il faut bien reconnaître qu'elle n'est pas facile. Elle est d'autant plus compliquée que les ministres des Transports sont également en charge des moyens terrestres et en particulier du train. Or, en Europe tout au moins, le train est devenu le concurrent direct du transport aérien court-courrier avec la maîtrise de la grande vitesse. Sauf que ces investissements colossaux consentis pour relier des grandes métropoles se sont faits au détriment des petites agglomérations qui ont été délaissées par ce mode de transport. Il ne reste plus alors aux usagers que l'utilisation de leur voiture ce qui vient en contradiction avec la recherche de la décarbonation. Alors la tentation est grande de donner satisfaction à celui qui crie le plus fort, ou qui est capable de peser sur les élections. Pour le moment c'est le lobby écologiste qui l'emporte avec des moyens de plus en plus professionnels et des supports financiers dont on aimerait bien connaître les sources. Les gouvernements en tirent pour conséquence qu'ils doivent montrer leur empathie envers les populations victimes du transport aérien. Les riverains des aéroports sont les plus virulents, cela est



Par Jean-Louis Baroux,
Président du World Connect
by APG.

d'autant plus étrange qu'une grande partie est employée dans les métiers reliés au transport aérien et qu'ils se sont installés en parfaite connaissance de cause dans les zones proches des plateformes aéroportuaires. Mais ce n'est pas parce qu'ils sont mal placés pour se plaindre que les ministres ne doivent pas prendre en compte leurs doléances. C'est ainsi que les grands aéroports européens sont progressivement conduits à limiter le nombre de mouvements, voire à fermer leurs installations pendant la nuit. Et pour faire bonne mesure, afin de donner satisfaction aux injonctions écologistes on limite très artificiellement, il faut le dire, les vols court-courriers.

Mais pendant ce temps-là, les clients réclament plus de fréquences et de dessertes afin de trouver à tout moment le vol dont ils pensent avoir besoin et des tarifs plus bas car ils en ont pris l'habitude, sans voir que ceux-ci ne paient pas les prix de revient et que ce n'est pas avec eux que les compagnies aériennes pourront financer la décarbonation. Au fond, le transport aérien est victime de son succès. Il s'est progressivement ouvert à de nouvelles couches de population et ces dernières veulent continuer à en profiter. Petit à petit la demande de vols courts va se transformer en vols long-courrier et ce ne sera certainement pas bon pour l'empreinte carbone, sauf à ce que de nouveaux appareils et peut-être de nouvelles manières de voler arrivent sur le marché. Mais pour cela il faudra bien consentir à payer la note. Au fond on comprend bien la difficile position équilibriste que les ministres doivent en permanence tenir. Par contre il n'est pas acceptable de faire payer un secteur d'activité, le transport aérien, au profit de son concurrent, le train, alors qu'il aura besoin de mobiliser toutes ses énergies et ses ressources financières pour atteindre la neutralité carbone.

Bref, la position de ministre des Transports dans les pays occidentaux n'est pas forcément enviable. ▀

L'INTERFACE DES ENTREPRISES



consultez-nous sur : afrimag.net



A la recherche
d'un logement à
Casablanca?



STUDIOS COSY



Que vous soyez de passage en
solo, en famille, pour
affaires ou même pour
quelques mois
Nous avons ce qu'il vous faut.

Appartements cosy, très bien finis
et calmes, idéalement situés à
Casablanca

Transports, commerces et
restaurants à proximité.

CONTACTEZ NOUS POUR PLUS DE DÉTAILS :

☎ +212 699 206 489

☎ +212 661 173 575

📷 WWW.INSTAGRAM.COM/STUDIOS_COSY

📘 WWW.FACEBOOK.COM/STUDIOSCOSYLUXURY